

**ASSURANCE - CHÔMAGE:****les patrons veulent pouvoir licencier sans avoir à déboursier un sou de plus**

P. 20

**lutte  
ouvrière****La famine  
en  
Afrique**

P. 10-11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 815 - 14 janvier 1984 - prix : 6 F

# Les "TALBOT" ont été vaincus, mais leur lutte a servi tous les travailleurs





# sommaire

## Dans le monde

Page 7 :

- Tunisie : la population a fait reculer Bourguiba.
- Mitterrand, un frère pour Bourguiba.

Page 8 :

- Mexique : la population paie la crise.
- Sud-Liban : mitraillages terroristes.
- Martinique : un gréviste emprisonné.

Page 9 :

- Italie : l'art d'être grand-père.
- Des économies au pays de l'or noir.

Pages 10 et 11 :

- La famine en Afrique : comment les problèmes climatiques sont transformés en calamités humaines.
- Les exportations agricoles vers les pays riches continuent.
- Au Niger, la richesse minière n'a pas fait disparaître la disette.

## En France

Page 4 :

- L'Etat dindon volontaire des spéculateurs.
- Massey-Ferguson : les travailleurs contre les licenciements.

Page 5 :

- 200 000 suppressions d'emploi dans l'industrie pour 1984.
- Ceux qui savent lire, écrire et mentir.
- L'innocent aux mains pleines.

Page 12 :

- Talbot-Poissy : Peugeot gare ses profits et le gouvernement laisse faire.

Page 13 :

- Rénix (Toulouse) : l'année commence bien !

Page 14 :

- CPAM de Rouen ; PTT services sociaux ; Chambre d'agriculture de Grenoble ; UGECOMA Legé, Loire-Atlantique.

Page 15 :

- Mutation technologique ? A la Compagnie Française de Raffinage (Le Havre), ça a dérapé.

Page 20 :

- Assurance-chômage : les patrons veulent pouvoir licencier sans avoir à déboursier un sou de plus.

## Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *L'affaire de J.-D. Bredin* ; *Cycle de sécheresse* de Cheikh C. Sow ; *Chroniques namibiennes* de G. Cros ; *L'argent du laitier* de D. Machado ; *Nuit des temps* de Norman Mailer ; *Les policiers* de P. Demonque.

Pages 18 et 19 :

- Films : *Et vague le navire* de Fellini ; *Rue barbare* ; *La nuit des juges*.
- Télévision : *La crise des autres* aux Mardis de l'information.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# EN BREF

## Tiens, v'la la coloniale

L'expédition du Tchad offre à l'armée française l'occasion de renouer avec les traditions les plus prestigieuses des régiments d'Afrique, spahis ou goumiers. En 1984, il est question d'entretenir l'ardeur opérationnelle des hommes au Tchad par des expéditions d'une douzaine de jours en plein désert, pendant lesquelles les paras, à cheval, apprendront à vivre sous le ciel étoilé avec leurs armements. Le général Poli (général de brigade envoyé au Tchad) s'est fait le gentil organisateur de ces « nomadisations » de patrouilles montées. Même pour l'homme des casernes, la nomadisation, cela semble représenter une régression. Surtout qu'on n'a pas retrouvé les méharis (les fameux dromadaires de course) de *L'escadron blanc*, qu'on a remplacés par des chevaux.

En revanche, on a équipé ces patrouilles de boussoles. A croire que l'expérience de 1970, où l'on avait tenté d'apprendre aux légionnaires à se guider d'après les étoiles, n'avait pas été très concluante. Cette fois-ci ils devraient toucher des compas. Sauront-ils s'en servir ? Cela n'est pas de première importance : même par ciel couvert, les chevaux retrouvent très bien leur écurie.

## La maladie du 8<sup>e</sup>

Le commissaire de police divisionnaire du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris a été écroué. Il protégeait des boîtes de nuit de luxe, en échange de petits cadeaux. Il est déjà démontré que, pendant le dernier trimestre de 1983, il a au moins touché 30 000 F.

Il a été dénoncé par un de ses subordonnés qui, pour l'aide fournie à ces activités officieuses, avait reçu une enveloppe de 5 000 F. Qu'est-ce qui l'a fait raconter toute l'affaire à la « police des polices » ? Sens de l'intégrité ? Rivalités internes ? Conscience que ses propres services valaient plus de 5 000 F ? On ne sait trop. Toujours est-il que l'ingrat n'a pas hésité à briser la carrière de son chef.

En 1979 déjà, le divisionnaire du 8<sup>e</sup> avait été révoqué pour avoir trempé dans des affaires immobilières troubles. La proximité du beau monde de cet arrondissement bourgeois semble exercer une drôle d'influence sur les cadres de la police. Les flics du 8<sup>e</sup> doivent déjà prendre les paris sur leur nouveau patron...

## Marchand de canons... vole !

L'Aérospatiale vient de rendre public l'exploit réalisé en novembre dernier par un de ses hélicoptères Super-Puma. Au cours d'un vol de démonstration dans le Tibet, en Chine, l'appareil est monté à 9 000 mètres d'altitude, battant tous les records et ridiculisant ses rivaux américains. Du coup, la Chine pourrait acheter 20 à 30 Super-Puma, qui viendraient s'ajouter aux 133 déjà commandés par divers pays.

Cet hélicoptère semble donc une réussite de l'industrie française, capable de travailler en haute altitude. Quel travail effectue-t-il au juste ? Selon *Les Echos*, du 9 janvier il s'agit « de transport tactique et de soutien logistique ».

Réjouissons-nous. Cette fois ce ne sont pas des engins de mort que la France exporte : seulement du matériel militaire.

## Mal enduit

15 000 maisons individuelles, construites entre 1973 et 1981, sont en train de se fissurer. La cause de ces dommages est simple : c'est l'enduit appliqué sur les façades. Cet enduit, le « Lutèce Project » utilisé dès 1973, avait un énorme avantage : il coûtait beaucoup moins cher que les autres. Mais, petit inconvénient, l'enduit, fabriqué et vendu par Lambert Industries, autorisé par le Centre scientifique et technique du bâtiment, n'en est pas vraiment un. Il ne résiste pas aux intempéries. Combien de bénéficiaires ont fait les fabricants et les constructeurs de 1973 à 1981 ?

Pour déboursier 200 millions nécessaires aujourd'hui aux réparations, il n'y a plus personne. Les petits malins qui ont fait des affaires avec l'enduit miracle ont préféré sans doute se reconvertir dans le parapluie tout-terrain !

## Ça renifle la Brie

Enfin du pétrole français ! A 60 km de Paris, à Chaunoy-en-Brie (Seine-et-Marne), Esso a découvert un petit gisement qui produira 200 000 tonnes par an. Rappelons que la consommation nationale avoisine les cent millions de tonnes. Le *Canard enchaîné* précise que, au cours du pétrole d'Arabie Saoudite, cela représente tout de même de l'ordre de 350 millions de francs par an. « Du profit à peu près net, car le coût d'un forage est infime, comparé à celui d'un forage en mer du Nord ». Et le *Canard* d'ajouter que « les spéculateurs ne s'y sont pas trompés. En quelques semaines, ils ont accru la capitalisation boursière d'Esso de 3 milliards de francs »... Et de préciser que, « la maison-mère américaine, Exxon, étant actionnaire à 81,5 % d'Esso-France, elle aura le droit de rapatrier en dollars le même pourcentage des profits tirés du pétrole-franc de Chaunoy ».

Une fabrique française de capitaux américains, en somme.

## Il n'y a pas que les cerveaux qui fuient

Les chances de la France aux Jeux Olympiques de Los Angeles sont compromises par la fuite des étalons. C'est du moins ce que déclare un responsable de la Fédération française d'équitation, interviewé dans *L'Humanité* du 9 janvier. Le journaliste va jusqu'à comparer ce mal funeste au boycottage des Jeux Olympiques de Moscou par les cavaliers français. C'est dire la gravité de la situation !

On s'étonne seulement que *L'Humanité* n'avance pas la solution qui s'impose : reproduire français.

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## Les Talbot ont été vaincus mais leur lutte a servi tous les travailleurs

**L**ORS de l'affaire Talbot-Peugeot, la presse nous a appris qu'au moyen d'un tour de passe-passe juridique, la société Peugeot avait pris ses précautions pour ne pas qu'on lui réclame de payer pour Talbot. Cela parce que la famille Peugeot a de l'argent, beaucoup d'argent, et que, puisque crise il y a, elle estime que c'est aux travailleurs de payer et pas à elle, malgré les profits accumulés ces vingt dernières années.

Avec la nouvelle convention sur l'assurance chômage, c'est l'ensemble du patronat qui vient de procéder à une opération juridique semblable. La précédente convention avait été signée quand il y avait peu de chômage, en période d'expansion : il revenait alors moins cher au patronat de s'assurer contre les explosions sociales dues aux à-coups de l'expansion industrielle que de donner aux travailleurs un salaire suffisant pour y faire face. Mais aujourd'hui, avec l'augmentation du chômage, les licenciements massifs, le patronat a pris ses précautions pour ne pas avoir à payer, même sous la forme d'une assurance, les drames et les catastrophes engendrés par son économie dite libérale, par cette initiative privée où il n'y a de privée que l'appropriation des bénéfices d'un côté et de l'autre les travailleurs, privés de tout.

Aujourd'hui le patronat dégage sa responsabilité juridique à l'égard des licenciements qu'il prépare pour 1984 : que l'Etat paie, que les travailleurs crèvent, mais que les profits demeurent.

Et il s'agit bien des profits. Car ceux-ci sont bons, malgré la crise. La meilleure preuve en est que les actions cotées en Bourse voient leurs prix s'envoler. D'où vient l'argent de tous ceux qui se précipitent sur les actions au point d'en faire monter les cours, si ce n'est des riches, dont, entre autres, la famille Peugeot, à qui le gouvernement socialiste n'a pas fait payer grand-chose jusqu'ici ! D'où viendrait que même ceux-là se précipitent sur les actions, s'ils n'avaient pas confiance dans la capacité à faire des bénéfices des entreprises correspondantes ?

Alors oui, dans ce régime économique néfaste et corrompu,

il y a une crise. Le commerce international diminue. La production diminue. Le pouvoir d'achat des masses populaires diminue. Seul le revenu des classes riches ne diminue pas, car en plus de leurs usines, elles possèdent les gouvernements et les Etats qui font en sorte de maintenir les profits des uns en appauvrissant l'immense majorité des autres. Et c'est vrai partout dans le monde à commencer par ici, en France, où le gouvernement ne se dit de gauche que pour abuser les travailleurs et les pauvres.

Alors, ceux de Talbot ont été vaincus. Ils n'ont pas pu s'opposer aux 1 905 licenciements. Car il aurait fallu pour cela qu'ils soient soutenus par l'ensemble des organisations syndicales, ce qui n'a pas été le cas. Au contraire, celles-ci ont soutenu le gouvernement et Peugeot. Même Edmond Maire en a fait autant, lui qui ne soutient les licenciés en paroles qu'après la bataille, mais qui s'est bien gardé de mettre tout le poids de sa centrale du côté des grévistes pendant le conflit.

Cela dit, malgré tout ce que les uns et les autres ont pu dire, les travailleurs de Talbot ont eu raison de se battre. Et en un sens, leur lutte a été utile à tous les travailleurs. Ils n'ont peut-être pas fait reculer la direction de Peugeot et les pouvoirs publics, mais ils ont quand même fait peur à tout le monde. Au point qu'aujourd'hui, c'est la bagarre entre les dirigeants des grandes centrales syndicales, à qui rejettera la faute sur l'autre, à qui prétendra hypocritement qu'il est moins lié que l'autre au gouvernement et à sa politique. Oui, quelques centaines de grévistes, même minoritaires, à Talbot, ont provoqué quelques fêtes dans l'union en chaîne patronat-gouvernement-syndicats.

Alors, on nous annonce 100 000 licenciements pour les semaines à venir, rien que dans la métallurgie. Si les travailleurs ne se laissent pas tromper, puis battre, entreprise par entreprise, ils pourront faire plus que peur au patronat et au gouvernement et à leurs alliés au sein des syndicats. Contre l'union sacrée pour mettre les travailleurs sur le pavé, il faut le rassemblement de la classe ouvrière pour mettre les bourgeois sur la paille et rendre les usines aux travailleurs.

Arlette LAGUILLER

## Maire invective le PCF et le gouvernement mais ce n'est pas pour défendre les travailleurs

Edmond Maire, secrétaire de la CFDT, s'est exprimé à propos du conflit Talbot. Après les dirigeants de la CGT, il y avait eu le Comité directeur du Parti Socialiste pour condamner la CFDT et son « maximalisme » à Talbot.

Alors Maire, qui n'avait rien dit tant que la grève se déroulait, a pris la parole. S'il s'est défendu des accusations de « maximalisme » il n'a pas désavoué sa section de Talbot-Poissy — du moins pas publiquement — bien qu'il n'ait en rien repris ses objectifs de départ, à savoir : pas de licenciements. Maire ne s'est pas prononcé contre les restructurations et, lors de ses deux interventions de lundi 9 et mardi 10 janvier, il n'a pas manqué de parler de « sureffectifs » et de la nécessité de « maîtriser les mutations », et pour cela de tenir compte des syndicats, reprochant au gouvernement en particulier que la CFDT à Talbot ait été tenue à l'écart des décisions.

Tout en se plaçant, donc, du point de vue des objectifs, sur le même terrain que la CGT... et que le gouvernement, la direction de la CFDT, contrairement à celle de la CGT, peut se permettre d'accepter sur le terrain d'avoir des représentants qui défendent une autre politique que la sienne sans avoir besoin de la désavouer. De ce point de vue, Maire a la même latitude que Bergeron — que l'on ne voit jamais désavouer ce que les militants de FO peuvent faire localement — et la CFDT accepte de la part de ses militants des écarts que la CGT ne peut, elle, se permettre. Etant beaucoup plus implantée, la CGT se doit d'être plus « responsable », car elle ne peut faire de la démagogie sans être beaucoup plus suivie et, en conséquence, sans risquer de mettre sérieusement à mal les décisions du patronat et du gouvernement. La CGT et le PCF, eux, savent que la bourgeoisie ne leur pardonnerait pas. D'ailleurs, ils ont eu beau

mettre tout leur poids à Talbot pour faire passer les décisions anti-ouvrières, il se trouve des politiciens bourgeois pour ne pas leur en savoir gré pour autant, même si, au PS, Popereau leur a décerné un satisfecit. C'est ainsi que Chirac, au micro d'Europe 1, dimanche 8 janvier, s'en est pris « aux syndicats politisés », attaquant autant la CGT que la CFDT.

Politisée, certes, la CFDT l'est aussi, et les dernières interventions de Maire ne le démentent pas, en dépit des distances qu'il a voulu marquer vis-à-vis des partis de gauche ou, plutôt, comme le montre justement son insistance à reprocher au gouvernement ses relations avec le Parti Communiste.

Il s'en est pris au gouvernement et au PCF, en effet, reprochant au premier de « jouer sur la courroie de transmission du PC pour imposer le respect des décisions » et d'avoir, par

l'intermédiaire de Ralite, négocié avec un seul syndicat — la CGT — le plan de licenciements chez Talbot. Ce à quoi Jack Ralite a répondu qu'il avait informé la CGT comme la CFDT, qu'il avait reçu l'une comme l'autre, mais « qu'il n'y avait pas eu négociation, ni avec la CGT, ni avec la CFDT ». Pour ce qui est de la réalité, on ne la connaîtra sans doute jamais.

Quant à ce qui concerne « la courroie de transmission », Krasucki a répondu que la CFDT n'en avait pas besoin puisque ses « militants peuplent les cabinets ministériels », ce qui semble incontestable !

Sur le fond de l'affaire elle-même, le problème des licenciements à Talbot, celui de l'attitude vis-à-vis du patronat et du gouvernement, rien de fondamental ne distingue les dirigeants de la CFDT de ceux de la CGT. Reste que la CFDT, surtout après les dernières élections prud'homales et cel-

les de la Sécurité sociale, qui avaient marqué un recul sensible de la centrale d'Edmond Maire, au profit en particulier de la centrale de Bergeron, ressent le besoin, après s'être trop marquée du côté de la « rigueur » et du gouvernement, de se démarquer en tenant des propos antigouvernementaux du style de ceux de Bergeron. Et le dernier coup de gueule d'Edmond Maire est marqué d'anticommunisme et d'apolitisme. Dans cette polémique avec la CGT, c'est avant tout FO que la CFDT cherche à concurrencer. Si Edmond Maire n'a pas désavoué les attitudes radicales de la part de ses militants à la base, c'est pour donner le change à une politique pas moins anti-ouvrière que celle de la CGT. Et le radicalisme dont la CFDT peut se parer jusqu'à un certain point ne sert finalement qu'à fourvoyer les travailleurs combatifs qui le prendraient pour argent comptant.

Louis GUILBERT



# L'Etat dindon volontaire des spéculateurs

« Le lundi 16 janvier coûtera 300 F de plus que les autres jours à chaque foyer de contribuables » et sera « la journée la plus chère de l'année », viennent de déclarer dans un communiqué la Fédération des finances et le syndicat du Trésor CGT. En effet, ce jour-là, l'Etat va régler, comme chaque année depuis dix ans, les intérêts dus au titre du célèbre emprunt Giscard 1973.

Pour chacun des six millions et demi de titres émis en 1973, l'Etat remboursera 688,13 F soit la coquette somme totale de 4,45 milliards. On serait presque tenté de dire qu'il ne s'agit « que » de 4,45 milliards car, l'emprunt Giscard étant indexé sur l'or et l'or ayant relativement peu augmenté (sinon par rapport aux salaires du moins par rapport aux valeurs boursières), cette année n'est pas l'une des pires pour l'Etat, ou plutôt pour le portefeuille du contribuable.

En effet, depuis dix ans qu'il existe, l'emprunt Giscard a été une véritable poule aux œufs d'or pour les spéculateurs (sociétés ou personnes privées) qui détiennent des titres à rembourser : rien qu'en intérêts, l'Etat a déjà versé en dix ans plus de trois fois ce qui lui avait été prêté en 1973. Et cela devra durer encore une dizaine d'années avant qu'il soit même question de rembour-

ser le capital initialement prêté.

C'est dire si l'affaire est juteuse pour des dizaines de milliers de spéculateurs qui avaient su, en 1973, faire « le bon choix », comme dirait Giscard. Si à l'époque, les partis de gauche, alors dans l'opposition, dénonçaient les avantages scandaleux ainsi offerts aux spéculateurs, une fois arrivée au gouvernement, cette gauche timorée n'a pas fait le moindre geste qui puisse effrayer ces spéculateurs : des « investisseurs », comme Mitterrand aime à les appeler.

L'actuel gouvernement n'a même pas touché au régime fiscal qui fait qu'à revenus égaux, entre un salarié qui travaille et un détenteur d'emprunt Giscard qui se contente d'attendre que lui soient versés des intérêts, eh bien, c'est le second qui est le moins imposé. Et il est bien révélateur de l'attitude de cet Etat à l'égard des possédants que, cette année (qui, rappelons-le, n'est pas exceptionnelle quant aux bénéfices de l'emprunt Giscard 1973), l'impôt sur les grandes fortunes (ce prétendu symbole de la politique dite sociale du gouvernement en matière fiscale) ait moins rapporté aux caisses de l'Etat que ce qu'il en est sorti au titre des intérêts de l'emprunt Giscard.

P.L.

## Le prix de la contamination atomique

La Cour suprême des Etats-Unis a confirmé, le 11 janvier 1984, le jugement de 1979 qui condamnait une usine de retraitement de combustible nucléaire (Kerr Mac Gee) à verser 10 millions de dollars de dommages et intérêts à la famille d'une de ses employées, Karen Silkwood, en compensation de la contamination et de la destruction de sa maison.

Karen Silkwood est morte le 13 novembre 1974 au volant de sa voiture, alors qu'elle allait remettre à un journaliste new-yorkais les preuves de l'insuffisance des mesures de sécurité en vigueur à l'usine de recyclage de plutonium où elle travaillait.

Accident, meurtre pour faire disparaître le dossier, que la police n'a d'ailleurs jamais retrouvé, contamination délibérée de la maison de l'employée, ou bien — comme le disent ses détracteurs — la jeune femme

s'est-elle exposée volontairement aux radiations, pour attirer l'attention du grand public sur les dangers que couraient les employés de Kerr Mac Gee ? Le mystère n'a jamais été éclairci...

Par contre, ce qui est indiscutable, c'est qu'entre 1970 et 1975, 574 cas de contaminations ont été enregistrés dans l'usine et que le contrat des employés touchés n'a jamais été renouvelé — pour raison d'économies, prétend la direction.

La direction de l'usine, en définitive, s'en tire à bon compte : 10 millions de dollars pour prix du classement officiel de l'affaire, pour l'étouffement de toutes les interrogations, pour la détérioration physique, voire la mort de plusieurs centaines d'hommes et de femmes. Toutefois, les anti-nucléaires américains ne semblent pas l'entendre de cette oreille...

A.M.

## Des actions payantes

Comment, quand on possède des actions, arrondir encore ses dividendes ? C'est à cette question intéressante que le journal *Les Echos* du 12 janvier, jamais à court de tuyaux pour les boursicoteurs, répond.

Dans les sociétés par actions, la loi autorise, nous apprend-il, l'Assemblée générale à accorder aux actionnaires le paiement de leurs dividendes sous forme d'actions. Option qui présente un avantage certain dans des périodes de hausse en Bourse ; l'année passée en est un exemple parlant. En effet, l'indice général boursier a augmenté de plus de 50 % en 1983. Ce qui permettait donc des opéra-

tions doublement fructueuses pour les petits malins qui avaient misé sur la hausse. Par exemple, si vous possédiez des actions CIT-Alcatel, vous bénéficiez d'une hausse de 36,5 % pour l'année, ce qui, payé en actions, vous permettait d'arrondir encore un peu plus votre capital. Chez Alsthom-Atlantique, vous bénéficiez d'une hausse plus modeste, mais encore fort raisonnable de 15,5 % et chez Lafarge-Coppée de 16,6 %, c'est-à-dire une augmentation double de celle prônée par le gouvernement pour les salaires.

Mais il faut tout de même bien que la crise profite à quelques-uns.

C.B.

## Business reste business

Il n'y a pas qu'en France que des petits malins ont piégé les businessmen du pétrole. Aux Etats-Unis aussi, une société a marché dans la combine pendant plusieurs années. Et pas n'importe laquelle puisqu'il s'agit de l'un des sept « majors » : Exxon. La plaisanterie lui aurait coûté 600 millions de dollars pour s'assurer la mainmise sur « une société qui se vantait d'avoir inventé un appareil propre à économiser l'énergie », rapporte Paul Fabra dans *Le Monde* du 12 janvier. Seulement voilà, Exxon n'a pas mar-

ché jusqu'au bout et a entamé des poursuites contre les escrocs, ce que n'a même pas fait ERAP lorsque la supercherie a été enfin découverte.

Exxon a pu jouer un temps le rôle de pigeon, mais il a quand même gardé un certain sens des affaires. Il est vrai que le groupe américain jouait avec son argent et celui de ses actionnaires, et non avec l'argent des autres, ou plutôt le nôtre, comme ERAP, filiale à 100 % de l'Etat.

## DANS LES ENTREPRISES

Massey-Ferguson (Marquette-lès-Lille)

## Les travailleurs contre les licenciements

La direction de Massey-Ferguson de l'usine de Marquette-lès-Lille dans le Nord, avait, en juillet, annoncé que sur les 2 050 travailleurs, elle allait en licencier 595. Depuis, un certain nombre de mouvements, grèves et manifestations à l'appel des syndicats se sont succédés.

La direction a décidé un lock-out de l'ensemble du personnel dès le 12 janvier au matin. Les syndicats, en réponse, ont appelé les travailleurs à manifester le jour même devant l'usine. Et à l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore la suite qui a été donnée à cet appel.

Le bulletin *Lutte Ouvrière* dont nous tirons les extraits ci-dessous a été diffusé avant que la tentative de coup de force de la direction ait été annoncée.

### Il faut faire fondre les profits

La direction Massey a décidé de fermer la fonderie

parce qu'elle n'est plus rentable.

Et aussi bien la direction que les représentants du gouvernement nous disent qu'il y a surcapacité de production dans les fonderies en France, autrement dit : on produit de trop, donc, pour les patrons, il faut licencier.

Eh bien non ! S'il y a moins de fonte à produire, partageons le travail entre tout le monde, sans perte de salaire. Au moins, ce seront les patrons qui prendront sur leurs profits.

### Faisons payer les riches

La direction prétend qu'elle croule sous les difficultés financières. Pourtant on apprend que Massey a acheté les moteurs Rolls Royce pour une somme de plusieurs dizaines de milliards de centimes. Pour une boîte qui coule, il y a encore du fric !

Alors, s'il y a du fric pour acheter des usines de

moteurs, il doit y en avoir pour garantir un salaire à chaque ouvrier de l'usine. Que les actionnaires payent et si ça ne suffit pas, les directeurs et les hauts cadres aussi !

S'il faut faire des sacrifices, que les gros montrent l'exemple !

### Pssssssssicht

La semaine dernière, plusieurs moissonneuses-batteuses se sont retrouvées avec des pneus dégonflés. Aussitôt certains ont crié au vandale !

Il faut vraiment être gonflé pour raconter de telles bêtises !

Et les 600 gars licenciés, ce n'est pas du vandalisme ?

Ce qui est en jeu, c'est notre emploi à tous, ceux qui sont virés aujourd'hui et ceux qui le seront demain.

Alors, pour lutter contre le patronat et le gouvernement, il ne faut pas qu'on se dégonfle !



# 200 000 suppressions d'emplois dans l'industrie pour 1984

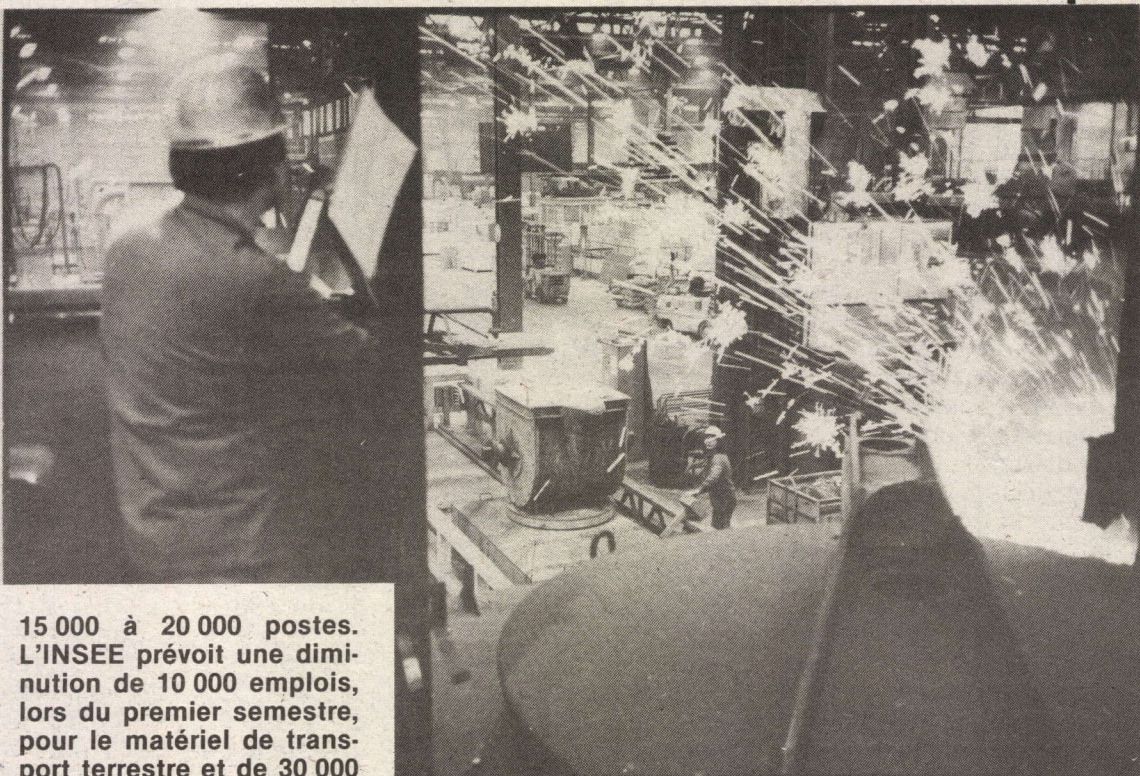
Le Figaro du 9 janvier dresse à partir des chiffres de l'INSEE (Institut national de la statistique) un tableau éloquent de la situation de l'emploi pour l'année 1984 : temps couvert généralisé avec fortes dépressions sur quasiment toutes les branches.

« Ce serait environ 200 000 emplois en totalité dans l'industrie qui disparaîtraient en un an », estime l'INSEE, qui poursuit : « Dans le secteur agricole, le nombre des salariés (actuellement de l'ordre de 300 000) continuerait à diminuer au rythme de 2 % l'an, tandis que les effectifs salariés du secteur tertiaire n'augmenteraient plus significativement ».

Pour toutes les branches, les chiffres de l'emploi s'inscrivent en négatif pour 1984. 4 % d'emplois en moins dans le bâtiment et les travaux publics. Dans l'industrie, la baisse des effectifs se poursuit à un rythme annuel proche de 3 % l'an. Dans le secteur tertiaire, les commerces sont le

plus touchés par la baisse de la consommation et, selon l'INSEE, les effectifs devraient diminuer de 1 %. Pour les transports et les télécoms, les effectifs sont à la baisse depuis 1983 et il y a eu 30 000 licenciements économiques depuis l'été dernier.

D'ores et déjà, le groupe Peugeot a procédé à 6 371 licenciements. On sait de même que Renault estime nécessaire de diminuer ses effectifs de 3 000 à 4 000 personnes. Ce sont 10 000 suppressions d'emplois qui ont été annoncées dans l'automobile et, partant, au moins autant chez les sous-traitants. 6 000 à 8 000 emplois devraient être supprimés dans les Charbonnages. 30 000 sont prévus sur deux ans dans la sidérurgie. Dans la construction navale, des milliers d'emplois sont aussi menacés. 15 000 postes de travail disparaîtraient dans l'ameublement. Dans le bâtiment et les travaux publics, 50 000 à 60 000 emplois seront supprimés en 1984. L'emploi dans la distribution diminuera de



15 000 à 20 000 postes. L'INSEE prévoit une diminution de 10 000 emplois, lors du premier semestre, pour le matériel de transport terrestre et de 30 000 emplois pour les biens d'équipement.

Au total, on arrive donc au bas mot à 200 000 emplois supprimés en 1984. Reste la grande inconnue pour le patronat et le gouvernement : les travailleurs l'accepteront-ils sans réagir ?

Annick MORIZET

Sidérurgie, chantiers navals, deux secteurs parmi ceux particulièrement visés par les licenciements à venir.



## Ceux qui savent lire, écrire et mentir

Il a fallu qu'un groupe ministériel constitué tout spécialement à cet effet mène l'enquête pendant un an et publie un gros rapport pour que le gouvernement de cette République de professeurs découvre que l'analphabétisme existait en France ! Preuve que l'on peut savoir très bien lire et ne pas être plus au courant que ça !

Bien sûr que, parmi les plus pauvres de cette société, dans les milieux les plus modestes de la population, nombreux sont ceux qui n'ont pas accès à la culture, même dans ce qu'elle a de plus élémentaire comme savoir lire et écrire correctement.

Aujourd'hui, on entreprend de compter, de classer, d'éti-

queter : deux millions d'« illettrés », 200 000 à 300 000 « analphabètes ». Et puis on félicite à la télévision les associations charitables qui s'efforcent d'aider dans ce domaine quelques individus. Et surtout on parle des moyens de formation qu'il faudrait mettre en œuvre pour résoudre le problème et soulager ce grand mal de l'analphabétisme qui est « un obstacle important à toute politique cohérente d'insertion sociale et économique », comme le déclare le rapport.

Les pédagogues qui gouvernent voudraient ainsi faire croire que c'est l'analphabétisme, le « manque de formation » qui sont la cause du chômage et qui, de toute façon,

empêchent le gouvernement d'avoir une politique sociale efficace. Bien sûr, toute cette campagne contre l'illettrisme et l'analphabétisme est de la blague. Comme si le gouvernement socialiste, qui refuse aux immigrés licenciés de Talbot les indemnités qu'ils réclament pour retourner dans leur pays, était prêt à consacrer les milliards nécessaires à sortir deux millions d'illettrés, ces laissés-pour-compte de la prospérité, de leur condition. Bien sûr que non.

La prétendue « formation », un remède à la crise, au chômage, à la misère, au désespoir des plus pauvres et des plus rejetés ? Bandes d'hypocrites !

L.P.

## Réfugiés basques interpellés par la police française

17 réfugiés basques espagnols ont été interpellés à leur domicile à Biarritz, Saint-Jean-de-Luz, Hendaye, mardi 10 janvier. Les policiers ont fait chou blanc à plusieurs reprises, des réfugiés ayant changé de domicile par mesure de sécurité après les derniers assassinats commis par le GAL (Groupe Antiterroriste de Libération).

Six des personnes arrêtées ont été envoyées en Guadeloupe. Les autres seront assignées à résidence dans le nord-est de la France ou expul-

sées dans des pays tiers.

Pour les autorités françaises, ces mesures ont été prises dans l'intérêt même des réfugiés, menacés par le GAL. Mais ce ne sont pas les réfugiés basques qui sont venus demander aide et protection à la police française, au contraire même puisqu'une bonne partie d'entre eux ont préféré aller chercher refuge ailleurs.

Pour les réfugiés « le gouvernement français a cédé à la pression des autorités de Madrid ».

Car tous ceux qui, de France, peuvent aider les militants basques espagnols de l'ETA représentent un danger pour le gouvernement espagnol.

Deux solutions pour lui : liquider physiquement les militants autonomistes, ce que le GAL ou la police officielle se chargent de faire, et demander au gouvernement français le petit service d'assigner à résidence le plus loin possible de la frontière espagnole ces militants. A charge de revanche !

Marie-Claude SOLAC

## L'innocent aux mains pleines

Le procès Paribas — concernant l'évasion de capitaux vers la Suisse, qui se faisait par l'intermédiaire de cette banque ayant pignon sur rue, avec sa filiale de Genève — nous apporte son lot de révélations, dont certaines mériteraient une meilleure publicité. C'est ainsi qu'un des inculpés, M. Gérard Avelle, huissier de son métier — vous savez, ces gens chargés entre autres de constater les occupations d'usines ou de faire exécuter les expulsions de ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer — est en même temps accusateur de Paribas, contre qui il s'est porté partie civile. Parce que, voyez-vous, s'il a trempé dans les affaires de Paribas, c'est à son insu.

Il avait seulement une fortune personnelle qu'il avait confiée à la gestion privée de Paribas en 1973, en disant : « Je vous demande seulement que mes avoirs doublent tous les onze ans et ce sera parfait. Faites au mieux ». C'était le début de la crise, il est vrai, et on ne peut

être trop exigeant.

S'étant aperçu, dit-il, qu'il avait un compte en Suisse, en voulant acheter des terres au Mississippi et en Louisiane en 1978, notre huissier dit avoir mis en demeure le gestionnaire de Paribas « de régulariser cette situation au plus tôt ». Et il reprend alors la disposition de ses fonds pour « les recycler tout à fait légalement » dans un achat de deux mille hectares de forêts au Canada. Mais il reste sur le compte en Suisse malgré tout encore une somme de 2 700 000 F. Et c'est à cause de ces misérables restes qu'après la descente des douanes, fin 1980, notre huissier de justice... se retrouve de part et d'autre en justice. Dans son amertume, une lueur de lucidité lui fait dire : « Aujourd'hui, on nous laisse, nous les clients, devant le tribunal, alors que la banque a transigé avec l'administration. Elle a sauvé ses meubles mais oublié ses clients. »

Sortez vos mouchoirs !

L.G.



# Rétablissement sur les pointes !

Il était quand même bien président de la République, Giscard, de 1976 à 1979, années qui coûtèrent 700 millions de francs aux contribuables via Erap (société d'Etat à 100 %) et ses avions renifleurs. Et ce sont quand même bien 500 millions qui se sont évaporés dans la nature. Et puisqu'il était si bien renseigné, le président, pourquoi donc a-t-il emporté le dossier ?

Eh bien non, on ne saura pas le fin mot de l'histoire. Le scandale ? Quel scandale ? Sur l'affaire, Giscard n'a pas d'explications à fournir. C'est déjà un monde que Mauroy « bave » sur lui. Et baver sur quelqu'un qui n'a rien à dire sur le sujet, ça, c'est un scandale. Et nous y voilà, au crime, au vrai crime de

lèse-ex-majesté présidentielle, commis par les roturiers du gouvernement actuel. Transmuté en scandale constitutionnel, le scandale des renifleurs : « *Mitterrand n'est plus qualifié pour représenter l'unité du pays* », a tonné Giscard. Il fallait le faire !

Giscard l'a fait, et il faut le reconnaître, avec la neutralité pour le moins bienveillante des médias que le gouvernement actuel ne semble guère avoir avec lui.

Et voilà notre gouvernement socialiste, qui avait entre les mains un dossier explosif compromettant l'ancienne équipe dirigeante, trouvant encore le moyen de se retrouver sur la défensive face à la droite ! C'est ce qu'on appelle la guigne. Il faut dire que Max

Gallo, le porte-parole gouvernemental, ne s'est pas montré particulièrement déterminé pour rabattre le caquet de Giscard, se contentant de lui répondre sur le même terrain constitutionnel où ce dernier s'était réfugié : « *Ce sont les Français qui décident de qui est capable de représenter le pays* ». On aurait préféré qu'il exige de Giscard des précisions plus embarrassantes. Mais Max Gallo doit être intimidé.

En attendant, on ne sait toujours pas où sont passés les 500 millions. Peut-être apprendra-t-on d'ici quelques mois que tout comme les diamants n'étaient que de vulgaires cailloux, ces millions n'étaient que de la fausse monnaie...

## Pour qui roule Sainjon ?

Que des militants CGT de Talbot aient pu revendiquer de leur propre chef le droit au retour pour les travailleurs licenciés qui le désiraient, en échange de 20 millions d'anciens francs d'indemnité n'est toujours pas du goût de la confédération CGT. Le dirigeant CGT de la Métallurgie, André Sainjon lui-même, a tenu à le rappeler, ce que *L'Humanité* du 12 janvier relate ainsi : « *Il (André Sainjon) a mis en garde les travailleurs contre ceux qui lancent des mots d'ordre qui servent l'extrême-droite.*

(...) *Réclamer le retour au pays, c'est rouler pour Le Pen* ».

Sainjon ne manque pas d'un certain culot. En refusant d'appeler à la lutte à l'échelle de l'ensemble de l'automobile, en faisant même tout son possible pour éviter toute réaction des travailleurs, la CGT a mis tout son poids dans la balance pour décourager les travailleurs qui voulaient lutter contre les licenciements. Elle a acculé ainsi certains des licenciés de Talbot à préférer « *le retour dans la dignité* » dès

lors que le maintien de l'emploi en France paraissait réellement compromis.

Qu'une partie des travailleurs immigrés n'aient nullement envie de retourner au pays, c'est très probable. Mais que certains, même minoritaires, avancent cette revendication, c'est bien leur droit le plus strict. Et les accuser pour autant de faire le jeu de la droite ou de l'extrême-droite, c'est bien caractéristique de l'état d'esprit des bureaucrates staliniens.

C.B.

## Parcmètres de poche

Le maire de Paris s'interroge : « *Parcmètres or not parcmètres ?* ». Son adjoint, délégué à la circulation parisienne, Jean-Pierre Bloch, lui a présenté mercredi dernier un petit appareil censé avaler un ticket, format ticket de métro, muni d'une bande magnétique, valable pour 25 heures maximum de stationnement, moyennant finances bien entendu.

Euréka donc ! Chaque automobiliste recevrait son joujou, dont le cadran indiquerait l'heure à laquelle le ticket a été introduit et l'heure choisie par le conducteur pour réintégrer son véhicule. S'il tarde un peu, un feu rouge s'allumera sur l'appareil pour signaler l'infraction.

tion aux contractuelles qui n'auront plus qu'à verbaliser.

Chirac hésiterait encore à se lancer dans l'aventure. Allons donc, l'heureux bénéficiaire de

la commande municipale — pas moins d'un million de coûteux bidules électroniques — risque de s'impatience !

## Chère pub

Les publicitaires sont des hommes heureux : les investissements dans leur branche ont progressé cette année de 12 %.

Au total, l'alimentation-boissons, l'équipement-entretien de la maison, l'hygiène-beauté et tous les autres ont dépensé selon

l'IREP, l'Institut de recherches et d'études publicitaires, 30,4 milliards de francs pour leur publicité en 1983, soit 560 francs par habitant !

Cela fait cher, très cher, le « *plus blanc que blanc* » ou le « *il faut é-li-mi-ner* ».

Encore que ce dernier slogan, on peut s'en resservir.

# Reagan, Mitterrand, Bourguiba, même combat

Après le message de solidarité de Mitterrand au dictateur tunisien, c'est Reagan qui, à son tour, tient à lui témoigner son soutien. Son ambassadeur itinérant, le général Vernon Walters, vient de faire tout exprès le déplacement afin de rappeler à Bourguiba « *toute l'importance que les Etats-Unis accordent... à la sécurité de la Tunisie* ».

Les émeutes contre la faim ont coûté plus de cent morts à la population tunisienne. Mais en se battant et en affrontant la répression, celle-ci n'a pas seulement contraint Bourguiba à annuler des mesures qui entraînaient l'augmentation insupportable du prix du pain et des produits céréaliers. Elle a également inspiré la peur aux gouvernements français et américain, amis et protecteurs de Bourguiba. Et c'est de cette peur que témoigne aujourd'hui la démarche américaine auprès du gouvernement tunisien.

L'envoyé de Reagan a déclaré que « *les Etats-Unis peuvent en ce moment faciliter la tâche de la Tunisie* ». L'aide qu'ils apporteraient concernerait les domaines économiques et financiers. Mais elle concernerait aussi le renforcement des moyens de sécurité, rapporte *Le Monde* du 13 janvier.

Car ce qui importe aux gendarmes du monde que sont les Etats-Unis, c'est d'abord de s'assurer que le régime tunisien est capable de maintenir l'ordre, d'interdire toute manifestation de révolte à la population. Et s'il est prêt à quelque chose, ce n'est pas à soulager la misère des Tunisiens, mais à aider le gouvernement en place à la leur imposer.

## Roumanie

### Grèves contre les nouvelles normes de salaire et de travail

*Le Monde* des 8 et 9 janvier fait état de mouvements de grève qui ont eu lieu en Roumanie à l'automne.

En septembre dernier, des mineurs du Maramures (au nord de la Transylvanie) se sont mis en grève pour protester contre les conditions de travail et la médiocrité de l'approvisionnement et exiger de meilleurs salaires.

Fin novembre, un millier d'ouvriers de l'usine de camions « *Le drapeau rouge* » de Brasov (au centre de la Roumanie) ont fait une journée de grève pour protester contre la diminution de leur salaire, parfois réduit de moitié.

Dans l'un et l'autre cas, c'est la mise en application du nouveau système de rémunération et d'organisation de la production qui a déclenché le mouvement.

Depuis septembre 1983 (rapporte la revue *Alternative* de janvier-février 1984), le salaire minimum garanti est supprimé et la rémunération au rendement généralisée. On continue à diviser le salaire en deux parties : une part « variable » (prime, participation aux bénéfices...) et une part « tarifaire » mais tout aussi variable maintenant. La rémunération est uniquement fonction du travail fourni par l'ouvrier ou l'équipe d'ouvriers ; si la tâche à accomplir n'est pas réalisée, la rétribution est diminuée propor-

tionnellement. La possibilité d'un salaire égal à zéro ou même négatif n'est pas exclue, par la loi.

D'autre part, les normes ont été relevées afin de remplir les objectifs du plan 1983 qui prévoyait une augmentation de la productivité des travailleurs de 9,1 % par rapport à 1982.

Enfin le gouvernement tient à mieux contrôler la mobilité de la main-d'œuvre. En cas de réduction importante d'effectifs, les travailleurs seront affectés impérativement à des « *formations de travail* » ou encore à des « *brigades spéciales de construction* ». En cas de licenciements individuels, ils seront tenus également d'accepter le poste qui leur est proposé, quel qu'il soit et où qu'il soit. D'un autre côté, pour obliger les nouveaux embauchés à rester cinq ans dans la même usine, l'entreprise « *épargne* » pour eux, pendant cette période, la moitié de leur participation aux bénéfices. Cette somme est évidemment perdue pour les travailleurs s'ils quittent l'usine avant cinq ans.

Peu d'informations ont filtré sur les grèves. On sait seulement que le gouvernement a envoyé des responsables discuter avec les grévistes et la police politique pour tenter de les mettre au pas. Manifestement, ce n'est pas si facile.

Sylvie MARECHAL



## La population a fait reculer Bourguiba

Bourguiba a donc dû reculer. Vendredi 6 janvier, il annonçait le report des augmentations du prix du pain, de la semoule et des pâtes à trois mois.

Malgré son armée et tout son déploiement répressif, le régime tunisien de Bourguiba a dû céder devant la révolte de la population. Il y a eu des morts (60 selon les sources officielles). Mais il n'empêche que tous les pauvres et les déshérités de Tunisie ont gagné l'épreuve de force qu'ils ont eu le courage d'engager contre leur gouvernement.

La bourgeoisie tunisienne avait augmenté le prix du pain pour pouvoir continuer d'emprunter au Fonds Monétaire international de quoi continuer à s'enrichir sur le dos des paysans et des ouvriers tunisiens. Mais la faim des pauvres et des déshérités a été plus forte que la logique économique des nantis et des profiteurs.

Depuis des mois, le gouvernement tunisien préparait ces hausses. Il fallait mettre fin, prétendait-on, au déficit de la Caisse générale de compensation dont 400 millions de francs ont été absorbés par les subventions aux céréales. Des « compensations salariales », des allocations, des aides étaient prévues. Le FMI pressait le gouvernement tunisien de pratiquer « la vérité des prix ». Mais le peuple tunisien n'a pas été sensible aux arguments économiques du gouvernement.

Rien n'y a fait. Ni même le ralliement du syndicat unique, l'UGTT qui, après avoir brandi une menace de grève générale, s'est bien vite ralliée au gouvernement, en signant un accord

sur les augmentations de salaire devant compenser les hausses. Le gouvernement acceptait de faire passer de 11 à 30 millions de dinars sa contribution à l'augmentation des salaires. Habib Achour, dirigeant de l'UGTT, avait déclaré : « Nous avons abouti à des résultats que je considère comme bons et positifs ». Mais les travailleurs et les pauvres, eux, n'en ont pas jugé ainsi. Et la dénonciation par le Parti Communiste Tunisien des violences, « actes extrêmement regrettables, inacceptables », n'y a rien fait non plus.

Ces hausses importantes et brutales étaient une véritable provocation. La Tunisie est pauvre. Un Tunisien sur cinq ou six est dans « la pauvreté absolue », selon la terminologie des experts. 80 % des jeunes sont chômeurs. Et pour ceux qui travaillent, le salaire moyen tourne entre 900 F et 1150 F par mois, alors que les prix sont comparables aux nôtres. Ces hausses étaient d'autant plus une provocation qu'en Tunisie il n'y a pas que des pauvres. Des fortunes rapides et colossales se sont édifiées et s'étalent avec insolence. C'est d'ailleurs contre ces signes extérieurs de richesse, contre les banques, les agences de voyage, les supermarchés, les voitures, que s'est tournée la colère des manifestants de la faim. Et c'est cette colère des jeunes, des chômeurs, des laissés-pour-compte qui a contraint le gouvernement Bourguiba à reculer.

La population tunisienne a préféré affronter les balles que de mourir de faim. Elle a eu raison et elle a gagné. Car les travailleurs des villes et des campa-



Bourguiba annonçant qu'il reculait sur la décision de l'augmentation du prix du pain.

gnes tunisiennes, ces éternels sacrifiés de la crise, ont cette fois-ci flanqué une peur mortelle aux bourgeois. Et cela a suffi à faire raisonner les riches différemment, pour que ce qu'ils osaient présenter comme une nécessité économique il y a une semaine n'en soit plus une aujourd'hui.

Alors, vivent les travailleurs et tous les pauvres de Tunisie ! Ils viennent de montrer aux travailleurs des pays industrialisés la bonne façon de faire entendre raison aux bourgeois et aux gouvernants.

Laurence VINON

## Mitterrand, un frère pour Bourguiba

« Je veux en cette occasion vous exprimer ma grande sympathie. Bien entendu, mon gouvernement sera attentif à toute suggestion venant de vous ou de votre gouvernement. Dans cette épreuve, il importe que la Tunisie soit assurée de la solidarité fraternelle de la France ».

C'est sur ces lignes que se termine le message envoyé le 7 janvier par François Mitterrand au président tunisien Bourguiba.

Mitterrand est aux côtés de Bourguiba. Au moment où celui-ci fait tirer sur des manifestations de la faim dans son pays, Mitterrand, en dirigeant de l'impérialisme français, s'empresse d'offrir ses services au dictateur, à ses moindres « suggestions ».

Autrement dit, rien de changé. Comme en 1978 ou en 1980, Bourguiba pourra compter sur l'appui de l'armée française pour mater les révoltes populaires.

M.A.

## Manifestation d'opposants interdite à Paris

Un collectif d'organisations de Tunisiens en France appelait à manifester samedi 7 janvier à Paris contre les hausses et la répression en Tunisie.

La manifestation, d'abord autorisée, fut interdite au dernier moment. Un millier de manifestants réussirent à se regrouper à 100 mètres du métro Barbès.

Les CRS qui quadrillaient tout le quartier étaient en nombre impressionnant. Ils ordonnèrent la dispersion. Les manifestants qui scandaient : « Bourguiba assassin, Mitterrand complice » et « Vive la lutte du peuple tunisien » s'engouffrèrent dans une petite rue et, bloqués au deux bouts par les CRS, se sont assis sur le

pavé. Les CRS réussirent finalement à repousser les manifestants vers le métro aérien.

Arrivés en haut des marches, les manifestants s'arrêtèrent et la manifestation s'installa alors au pied du métro. Dans la foule, derrière les CRS, les slogans commençaient à être repris par les passants, nombreux dans le quartier le samedi après-midi. Les CRS commençaient à s'énervier et jouèrent encore de la matraque sur les trottoirs pendant trois quarts d'heure, durant lesquels les « Bourguiba assassin » et les « Mitterrand complice » repartaient de plus belle après leur passage.

## Turquie

## Plus question d'amnistie

Samedi 7 janvier, les autorités turques téléphonaient aux rédactions pour interdire aux journaux de parler d'amnistie. Une amnistie que le Premier ministre actuel, Turgut Ozal, avait pourtant plus ou moins promise à des dizaines de milliers de prisonniers politiques lors des élections de novembre 1983.

La Turquie est soi-disant revenue à la démocratie parlementaire. Mais, pour la population, cette démocratie garde le visage de la dictature. La loi martiale est toujours en vigueur. L'armée a toujours la haute main sur le pouvoir. Les

prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux : 100 000 sont dans les prisons et 20 000 dans les établissements militaires. Et l'armée continue à arrêter les oppositionnels, à les jeter en prison.

Une campagne s'est développée dans le pays en faveur de l'amnistie des prisonniers politiques. Une partie de la presse s'en est fait l'écho. Des parents de détenus, en possession de pétitions signées par une centaine de familles et réclamant l'amnistie et l'abrogation de la peine de mort, se sont rendus à l'Assemblée et au siège du gouvernement, où

ils ont été reçus par Ozal, Premier ministre civil.

« Nous demandons à ce que l'on cesse de torturer nos enfants et de les traiter comme des cobayes ou des animaux de cirque ». Seule réponse du ministre : il étudiera la situation. Il estime que la question est « complexe » et ne pourra être résolue qu'au fur et à mesure de « l'amélioration de la situation économique ».

Une façon de dire que l'amnistie, ce n'est pas pour demain, et que les militaires ne sont pas prêts de lâcher le pouvoir.

M.C. S.



## Mexique

# 9 millions de chômeurs, hausse des denrées de base, pénurie et marché noir

Le Mexique, qui en 1982 était au bord de la banqueroute avec un endettement gigantesque, une dévaluation de 500 % et une inflation de 100 %, aurait paraît-il amorcé un léger redressement financier. Mais à quel prix pour la population laborieuse ?

En dix-huit mois le Mexique a connu un appauvrissement considérable. Le journal *L'Expansion* du 6 janvier apporte quelques exemples de ce qu'il appelle pudiquement : « La cure de désintoxication du Dr FMI ».

En 1983, un nouveau million de chômeurs s'est ajouté à celui de l'an dernier. Sur une population

active de 23 millions de personnes, 9 millions sont sans emploi. Pour ceux qui ont gardé le leur, des réductions d'horaire — et de salaire — du quart ou du tiers sont courantes. Le pouvoir d'achat a baissé d'environ 50 % en 18 mois. Et la suppression des subventions d'Etat aux produits de première nécessité a renchéri encore le coût de la vie. La tortilla (la galette qui sert de nourriture de base) a augmenté de 35 % cet été, après avoir doublé l'an dernier. On ne trouve plus de lait ni d'œufs dans les supermarchés, les éleveurs n'ayant plus de devises pour importer les aliments du bétail. Mais on peut s'en procurer au mar-

ché noir, 50 % plus cher qu'au taux officiel.

La crise, bien entendu, épargne les nantis, démesurément riches, qui se sont approprié, de plus, l'essentiel des 50 milliards de dollars jaillis des puits mexicains au cours des cinq dernières années. Mais elle touche de plein fouet les 66 % de citadins que compte la population mexicaine. La petite bourgeoisie, née de la croissance économique liée aux années du boom pétrolier, voit son niveau de vie considérablement baisser. « Ils économisaient pour acheter une voiture et se demandent aujourd'hui comment payer un ressemelage », dit un banquier, cité par

*L'Expansion*. Les ventes de voitures, d'appareils ménager, de télévisions se sont effondrées. Le restaurant et la cafétéria font partie des splendeurs passées : on fait réchauffer sa gamelle sur les lieux de travail. Le prix de l'essence a quadruplé. Quant à la vraie misère, elle, elle s'installe dans les énormes faubourgs de la capitale. La plupart des familles ont perdu deux ou trois des salaires, sur les six ou sept qui les faisaient vivre précédemment. Et quand la vie est devenue par trop impossible, c'est l'exil. L'émigration clandestine aux Etats-Unis se serait accrue de 40 % en un an, selon la police des frontières américaine.

Les 100 milliards de dollars empruntés par le Mexique au cours des 6 dernières années n'ont profité qu'aux riches. La pétrolisation du pays, en provoquant l'exode rural, a ruiné l'agriculture traditionnelle et exige maintenant le triple des importations de céréales. On entend, rapporte *L'Expansion*, couramment dire dans la rue ou le taxi : « On est volé par nos dirigeants ! ». Et la colère des masses pauvres de la population est tellement envisageable que l'armée a pour mandat de réprimer toute poussée de fièvre comme manifestation « non programmée ».

Stéphane HENIN

## Sud-Liban

# Mitraillages terroristes

A Saïda, au Sud-Liban, samedi 7 janvier, deux chars israéliens ont parcouru pendant une demi-heure les rues de la ville, mitraillant les voitures en stationnement et les magasins. Une dizaine de passants ont été blessés, de nombreux véhicules détruits, des magasins endommagés.

Les autorités israéliennes ont démenti qu'aucun de leurs soldats ait été mêlé à cet incident : « Sans doute y a-t-il eu confusion avec des éléments appartenant aux milices du commandant sud-libanais Saad Haddad ». L'excuse est aisée, puisque les milices de Haddad sont entièrement équipées et armées par Israël. Et, s'agirait-il des milices, cela ne dégagerait en rien la responsabilité de l'armée israélienne qui

charge ses supplétifs libanais de certaines missions qu'elle préfère ne pas faire elle-même, ou qui les laisse faire avec une bienveillance complice, comme lors des massacres de Sabra et Chatila.

Il reste cependant tout à fait possible que cette fusillade en pleine ville soit le fait de soldats israéliens, agissant avec ou sans ordres. Le bruit court avec insistance, malgré les démentis officiels, qu'Israël pourrait évacuer prochainement une bonne partie du Sud-Liban, à cause du coût de cette occupation, de la résistance de la population et de l'opposition d'une forte partie de l'opinion israélienne. Et c'est peut-être une raison supplémentaire de vouloir inspirer la terreur.

Vincent GELAS



Occupation de l'armée sioniste au Liban : face aux attentats... et à la contestation intérieure israélienne.

## Cause toujours

A l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la révolution cubaine, Ronald Reagan a tenu à s'adresser aux Cubains. Il l'a fait sur les ondes de « la Voix de l'Amérique », cette radio mise en place par les Etats-Unis au plus beau temps de la Guerre Froide pour faire entendre la voix du « monde libre ».

On ignore comment ce message a été reçu par les Cubains, mais Reagan n'avait pas besoin de beaucoup parler pour expliquer sa version de la liberté.

L'exemple récent de l'invasion de l'île de la Grenade aurait suffi.

## Martinique

# Un gréviste emprisonné

Combat Ouvrier, hebdomadaire trotskiste antillais, du 31 décembre dénonce l'emprisonnement du Pulvar, secrétaire de la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais, agressé par des nervis patronaux.

« Emprisonné depuis le jeudi 8 décembre, Marc Pulvar, secrétaire de la CSTM (Centrale syndicale des travailleurs martiniquais) et responsables du MIM (Mouvement indépendantiste de la Martinique), demeure en prison.

La justice coloniale emprisonne Marc Pulvar parce qu'il a protégé sa vie menacée par

deux « dogues » de Yves Hayot, le béké propriétaire des établissements de Laguarigue.

Rappelons les faits : les travailleurs des établissements de Laguarigue se sont mis en grève à compter du jeudi 1<sup>er</sup> décembre, en réclamant entre autres une augmentation de salaires. Yves Hayot non seulement refuse, mais fait appel à des hommes de main pour intimider les grévistes et maintenir le magasin ouvert malgré la grève. Les hommes de main de Hayot, payés grassement, menacent les journalistes qui

essaient de prendre des photos.

Pendant ce temps, Hayot ouvre un magasin au Lareinty, dans le but de briser la grève. Apprenant cela, les grévistes vont faire constater que le magasin est ouvert illégalement. Pulvar est avec eux.

C'est au moment où il essaie de prendre des photos qu'il est agressé par les hommes de main conduits par le béké Jean-Marc De Jaham. Sous les ordres de leurs maîtres, les sieurs Ledoux et Cimper, armés de couteau de boucher et de pique, veulent mettre la

main sur Pulvar. Celui-ci s'enfuit mais est rattrapé et coincé par un container qui lui barre le passage. Il ne peut rien faire d'autre. Pour se défendre contre des hommes armés qui menacent sa vie, il sort un revolver. Mais ses adversaires veulent à tout prix lui faire un mauvais sort. Ils continuent à s'avancer. C'est alors que, pour se défendre, Pulvar tire et blesse le dénommé Ledoux, repris de justice notoire et bien connu des services de police, familial de la prison de Fort-de-France.

Et c'est pour s'être défendu

que depuis maintenant plus de 2 semaines Pulvar est en prison. (...)

Pulvar a eu raison de se défendre et de protéger sa vie. C'est pourquoi il nous faut exiger sa libération des geôles coloniales.

Il est inadmissible que l'assassin d'un jeune Martiniquais, Grossman, soit en liberté, que les patrons békés organisent impunément des commandos casseurs de grévistes, et que ce soit justement un syndicaliste agressé par ces commandos qui soit aujourd'hui en prison.



## L'art d'être grand-père

Le message à la nation du président italien Pertini a provoqué une véritable tempête dans les milieux diplomatiques. Sa déclaration ne comportait pourtant pas d'élément bien nouveau sur le fond, puisqu'il confirmait ce qui avait été déjà annoncé par le gouvernement italien : à savoir que l'Italie n'avait plus rien à faire au Liban. Mais c'est son franc-parler qui lui a attiré les

foudres des milieux politiques et journalistiques d'Italie. Le journal *L'Espresso* titrait même irrespectueusement : « *N'exagère pas trop, grand-père !* ».

En effet Pertini a affirmé tout crûment que la Force multinationale était dévoyée de sa mission de paix, puisque les USA n'avaient envoyé leurs « marines » à Beyrouth que pour protéger Israël. Et pour faire bonne

mesure il a ajouté que le général israélien Sharon, responsable entre autres des massacres de Sabra et Chatila, était un assassin qui devrait être mis au ban des nations ; que le chef des opposants à Arafat, Moussa, était un « démon » ; et Joumblatt, le chef druze, un morphinomane notoire... Qu'enfin, il était de tout cœur avec les manifestants pacifistes.

Tout le monde en prenait pour son grade, et Pertini a vivement déplu dans les milieux politiques italiens et jusqu'au sein de son propre parti, le Parti Socialiste. Il y a des choses qui ne doivent pas être dites, même quand on les pense...

Certains se demandent si Pertini n'aurait pas outrepassé ses droits, puisqu'en Italie le président n'a qu'un pouvoir

très relatif et que c'est au président du Conseil de décider de la politique à suivre.

Le scandale vient de ce que le grand-père Pertini est sorti de son rôle d'arroseur de chrysanthèmes pour mettre les pieds dans le plat. En somme, pour dire ce qu'on pense, quand on se trouve au sommet de l'Etat, il faut être bien vieux, et sans pouvoir.

Longue vie à grand-père !

C.B.

## Fiat l'a emporté

La Fiat Uno vient d'être désignée « *voiture de l'année* ». Fiat affirme dans ses publicités que « *53 journalistes automobiles, représentant 16 pays européens* », ont formé un « *jury difficile* » qui a sélectionné selon « *six critères fondamentaux* », tous professionnels, cela va de soi !

Dans son euphorie, Fiat a toutefois oublié un septième critère, décisif : celui des relations publiques avec les journalistes.

Le *Canard enchaîné* du 4 jan-

vier dernier levait le voile sur les coulisses de ce jury : en janvier 1983, Fiat avait déjà présenté son modèle en invitant, tous frais payés, plusieurs dizaines de journalistes spécialisés en... Californie, c'est-à-dire dans un pays où la voiture n'est même pas importée.

Il n'y a pas que la Fiat qui soigne ses journalistes. Renault aussi. Ils ont été invités, tous frais payés, au Cap, à l'occasion du grand prix d'Afrique du Sud. Mazda, elle, se montre persuasive à sa façon,

en refilant caméras, chaînes stéréo, etc.

Mais c'est incontestablement Fiat qui s'est montrée la plus généreuse : « *Pas d'essais de la moindre Fiat, par exemple, ailleurs que dans le Midi touristique, avec au moins hôtel de luxe et carte-restaurant (assurant le couvert pendant plusieurs jours dans les hauts lieux gastronomiques)* » affirme le *Canard enchaîné*.

Comme le dit la publicité de Fiat, « *un jury difficile* ». Difficile à entretenir...

## Qui a volé le prépuce de Jésus ?

Le petit bourg de Calcata en Italie est en émoi. L'urne d'argent qu'abritait depuis quatre siècles l'église du bourg, et qui faisait la fierté des villageois, a disparu.

Il faut dire que l'urne en question ne renfermait pas n'importe quoi : rien moins que le prépuce de Jésus-Christ, ce petit bout de chair que l'on retire lors de la circoncision.

Les ragots vont bon train sur cette mystérieuse disparition. Une hypothèse fait toutefois

son chemin. La sainte relique était bien encombrante. Elle rappelait avec un peu trop d'insistance que le petit Jésus était juif. En 1900, un décret du Vatican menaçait d'excommunication quiconque « *écrivait ou parlerait sur cette relique* ».

Les villageois de Calcata se demandent si les voleurs de la chose ne se trouvent pas tout simplement du côté du Saint-Office. On ne va plus savoir à quel saint se vouer !

## Arabie Saoudite, Koweït, Abu-Dhabi

### Des économies au pays de l'or noir

Ça ne va plus, en Arabie Saoudite et dans les petits Etats du golfe Persique. C'est ce que rapporte le *Financial Times* de Londres, cité par la revue de décembre *Problèmes économiques* de la Documentation française. Le pétrole ne se vendant plus aussi bien, ces Etats se trouvent confrontés à la dure nécessité de faire des économies.

L'Arabie Saoudite, le Koweït et Abu-Dhabi n'exportent en effet plus guère que la moitié de ce qu'ils vendaient à l'étranger il y a deux ans. Et dans les cinq années à venir, les pays producteurs de pétrole ne devraient pouvoir compter chaque année que sur des revenus pétroliers équivalant à la moitié de ceux encaissés pour 1980/81. En Arabie Saoudite par exemple, le projet de budget pour 1983-1984 prévoit une réduction des dépenses de 10 milliards de dollars par rapport à l'année précédente.

Faire des économies devient la question essentielle à laquelle les gouvernements des émirats doivent trouver une réponse, avec, en corollaire, qui faire payer.

Pas question, à Abu-Dhabi par exemple, de renoncer au système d'indemnisation des

propriétaires (dont certains richissimes) ayant vendu leurs terres à l'Etat au cours de la dernière décennie, système selon lequel ceux qui ont vendu il y a dix ans reçoivent dix fois la somme originellement versée, ceux qui ont vendu il y a 9 ans, 9 fois et ainsi de suite... Ni de renoncer aux prêts d'Etat pour les « *créateurs d'entreprises* » dans l'industrie légère, qui peuvent couvrir jusqu'à la moitié du capital à un taux d'intérêt de 2 % en Arabie Saoudite et de 4 % au Koweït.

De même, au Koweït, l'Etat s'est empressé de dépenser 3,5 milliards de dollars pour soutenir les cours officiels et il a alloué 1,5 milliard de dollars sur le marché parallèle pour que la faillite soit évitée aux « *petits porteurs* » — ce terme désigne ceux qui, lors du krach de l'automne dernier, détenaient des chèques post-datés pour jusqu'à 7 millions de dollars.

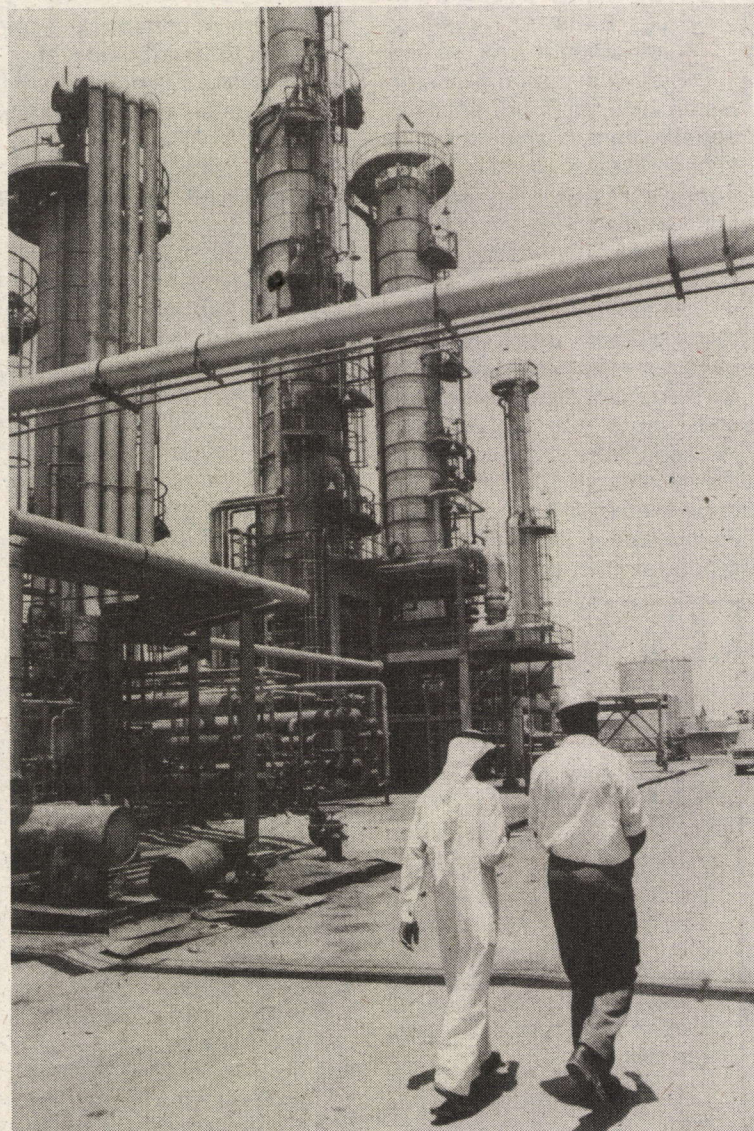
Pas question donc, dans ces histoires d'économies, de faire que les privilégiés y perdent un sou.

Les mesures prises touchent les plus modestes. En Arabie Saoudite, le prix du ticket d'autobus a doublé cette année et toute subvention a été sup-

primée sur la viande congelée. Dans les Emirats Arabes Unis et au Koweït, le prix de l'essence a été augmenté. Les économies les plus substantielles ont été obtenues en supprimant les postes subalternes de la fonction publique attribués à des Egyptiens, des Palestiniens ou des Indiens. Et les frais de santé et d'éducation ne sont plus gratuits pour les étrangers. Ce sont, là-bas comme ailleurs, ceux qui travaillent qui font les frais de la récession pétrolière.

Jusqu'où les gouvernements iront-ils ? L'auteur de l'article explique que « *tout en parlant beaucoup de la nécessité de mesures d'austérité, les gouvernements des pays arabes hésitent encore à passer aux actes. Ils craignent, s'ils laissaient les spéculateurs aller à la banqueroute, s'ils augmentaient les prix ou levaient des impôts, que la population, déçue et privée de ses illusions, n'en vienne à critiquer le gaspillage, l'âpreté au gain et les extravagances des familles régnantes. Elle pourrait aller jusqu'à exiger un jour un droit de regard sur la manière dont on la gouverne* ».

A.M.



Raffinerie de Djeddah en Arabie Saoudite : le pétrole se vend de moins en moins bien.



# La famine en Afrique : Comment sont transformés en calamités



Depuis le printemps 1983, une terrible sécheresse menace des millions de personnes en Afrique. Des pays du Sahel, elle s'étend à toute l'Afrique de l'Ouest, à l'Afrique centrale, à l'Ethiopie et même à l'Afrique du Sud, qui doit importer 1 500 000 tonnes de céréales.

Cette sécheresse, que les experts annoncent plus terrible encore que celle de 1970-1973, qui avait fait 150 000 morts au Sahel et 200 000 en Ethiopie, ne survient pas soudainement. Elle était prévue et annoncée. Mais les dix années écoulées depuis la précédente n'ont servi à rien pour prémunir la population contre ses effets les plus graves.

Le directeur général de la FAO (Food and Agriculture Organisation), Edouard Saïuma, expliquait en juin 1983, à propos de 19 pays africains menacés par la famine : « Nous estimons que leurs besoins supplémentaires strictement nécessaires (en céréales de base et aliments complémentaires) pourraient dépasser 1 million de tonnes dans les prochains six mois ». Et il poursuivait en précisant que le Cap Vert, la Mauritanie, le Sénégal, le Tchad sont les pays qui ont besoin des secours les plus urgents. Au Ghana, ce sont au moins 5 000 tonnes de céréales qui seraient nécessaires immédiatement. En Ethiopie, et pour les seuls six prochains mois, les besoins sont estimés à 100 000 tonnes d'aliments de base. Répondre à ces besoins, immédiatement, serait tout à fait possible : selon la FAO, ce sont 300 millions de tonnes de céréales que les Etats riches (en particulier l'Amérique du Nord) détiennent en stock. Et les pays occidentaux, ceux de la Communauté économique européenne, se plaignent des surplus laitiers et des excédents de sucre.

Non, la faim des Africains ne relève pas seulement des phénomènes climatiques naturels.

La soif non plus. Le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) rappelle qu'à l'heure actuelle la possibilité vérifiée, réelle, de trouver de l'eau dans l'ensemble du Sahel existe. Et cela même si, reconnaissent certains scientifiques, le Sahara est en train de régresser au nord et de s'étendre vers le sud. Car « l'eau existe, mais trop peu de recherches ont été faites pour étudier son volume et son renouvellement » et mettre en œuvre les moyens connus (pompes à énergie solaire, etc.) pour la faire jaillir. Un responsable du BRGM signalait, dès décembre 1982, lorsque la sécheresse menaçait, qu'il restait « à forer 20 000 à 25 000 points d'eau modernes pour quelque 30 000 villages qui en Haute-Volta, au Mali, au Niger, au Sénégal en manquent cruellement ».

Il y a une autre raison à cette famine qu'apporte la sécheresse. Jadis, en effet, dans les régions semi-arides du Sahel, les paysans

savaient se protéger contre les plus graves effets de la sécheresse : les greniers à céréales étaient remplis pour pouvoir supporter deux, trois, voire sept années de sécheresse et de mauvaises récoltes. L'administration coloniale a fait main basse sur ces greniers. Aujourd'hui encore, les paysans ne peuvent faire des réserves, ni d'une année sur l'autre, ni même d'une récolte à l'autre.

La politique des gouvernements en place contribue à aggraver la situation. Les bas prix des céréales, mais aussi parfois la force brutale, incitent les paysans à se tourner vers les cultures industrielles comme le café, le coton, l'arachide, le cacao ou les légumes et fruits frais, tous produits destinés à l'exportation vers les pays riches consommateurs. « L'Afrique de 1980 produit 10 % de moins d'aliments, par tête, que celle de 1970 », déclarait René Dumont en juin 1983. Au Sénégal, en l'espace d'un an, les superficies d'arachide ont augmenté de 25 % dans la région de Siné-Saloum et celles

des cultures vivrières ont baissé de 16 %.

Ces cultures industrielles d'exportation, comme l'élevage, destiné lui aussi à l'exportation de viande par les pays du Sahel, contribuent à aggraver les effets de la sécheresse.

Les sols sont détruits par ces cultures. L'arachide par exemple rend la couche superficielle pulvérulente ; et le vent du désert, l'harattan, l'entraîne au loin. L'intensification des cultures s'est également faite au détriment des jachères et de la forêt. Aujourd'hui de nombreux champs n'ont pu être ensemencés parce que la terre est trop dure et toute une partie des terres arables se désertifie, y compris dans des régions situées au sud du Sahel.

La nature est donc bien loin d'être seule en cause : la colonisation d'abord, la politique des Etats africains en place aujourd'hui ensuite, et leur dépendance à l'égard du marché impérialiste mondial enfin, sont responsables au premier chef de l'ampleur de la catastrophe.

## Misère et sécheresse n'empêchent pas les exportations agricoles vers les pays riches

Les Etats du Sahel, qui importaient 5 % de leur consommation de céréales en 1960, en importent 12 % actuellement. La période de sécheresse d'il y a dix ans avait aggravé cette dépendance. Mais après 1974, lorsque des conditions climatiques plus favorables ont réapparu, le déficit alimentaire n'a pas été résorbé. Non parce que ces pays sont impropres aux cultures vivrières mais parce que, sous la pression conjuguée de l'impérialisme et des gouvernements africains, la priorité est donnée aux produits destinés à l'exportation, susceptibles de rapporter des devises, d'enri-

chir la mince couche de privilégiés des Etats africains, et non de permettre à la population de vivre et de se nourrir correctement.

### PRIORITÉ A L'EXPORTATION

Dans un pays comme la Haute-Volta par exemple, en 1980, la culture des haricots verts a été développée pour l'exportation, haricots verts achetés aux paysans par une coopérative d'Etat. En octobre 1980, la revue *Que Choisir ?* rapportait que « les salaires trop faibles inclinent souvent les agriculteurs à s'endetter auprès de la coopérative. Ils

doivent rembourser à cette dernière l'eau, le conditionnement, le transport, et surtout les engrais, toujours en accroissement pour cette terre semi-stérile et cultivée sans répit depuis qu'aux cultures vivrières est venue s'ajouter la culture maraîchère » (culture de légumes et primeurs).

Autre exemple, le Sénégal, qui est atteint cette année lui aussi par la sécheresse. La production de céréales qui était en moyenne, ces dernières années, de 650 000 tonnes (pour des besoins estimés à 1,2 million de tonnes), est tombée à 515 000 tonnes ; et 20 % du cheptel est mort.

Cette situation dramatique entraîne la nécessité d'importer des quantités de céréales toujours plus importantes et, pour payer celles-ci, de développer les exportations. Or jusqu'à ces dernières années, 40 % des exportations du Sénégal étaient constituées par l'arachide. Au cours de la campagne agricole de 1982-1983, une superficie de 1,18 million d'hectares a été consacrée à l'arachide et, dans une moindre mesure, au coton. Cela représente une superficie équivalente à celle consacrée aux céréales destinées, elles, essentiellement à la consommation locale : 1,19 million d'hectares.

En juillet 1983, la revue *Marchés tropicaux* notait : « La récolte d'arachide est bonne », alors que le déficit vivrier, lui, était important. Toujours en 1983, les surfaces consacrées aux cultures vivrières étaient en diminution par rapport aux deux années précédentes, mais celles consacrées à l'arachide en augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente. La même revue se félicitait que, pour l'arachide, « le capital semencier a été suffisant et de bonne qualité » et que le coton « atteint un niveau record, notamment grâce à l'amélioration des rendements ». Par contre, dans le même temps, les cultures vivrières se caractérisaient, elles, par « des faibles rendements dus au manque d'engrais et aux dégâts causés par les parasites ».

### L'AIDE INTÉRESSÉE DES PAYS RICHES

La sécheresse qui sévit aujourd'hui et menace de durer et de s'aggraver ne change rien à la politique poursuivie. Les cultures maraîchères en particulier, destinées non pas à la consommation locale mais à l'exportation, continuent d'être développées. Dans la rubrique « Vie des sociétés » de la revue *Marchés tropicaux* du 9 décem-

bre 1983, était annoncée la création de la « Société sénégalaise pour la promotion de l'agriculture en vue de l'exportation ». Au Mali, le quotidien *L'Essor* du 25 février 1983 annonçait que des séminaires sur « le conditionnement des fruits et légumes à l'exportation » se déroulaient dans le pays, avec les représentants d'organismes internationaux comme la CEE, la FAO, la CNUCED, etc., ce qui donne une idée de « l'aide » de ces organisations à l'un des pays du Sahel. Encore dans la revue *Marchés tropicaux* du 28 janvier 1983, un entrefilet annonçait que la Communauté économique européenne avait accordé un crédit pour la relance de la culture du tabac au Mali, avec pour objectif de « dégager un excédent disponible à l'exportation » !

Les missions « d'aide » des pays riches sont nombreuses. Rien qu'en Haute-Volta, 340 missions dites « d'assistance étrangère » ont été reçues en 1981 par les autorités du pays. Mais sur 570 projets d'aide à l'Afrique de la part de différents organismes en 1981, 22 seulement avaient un rapport avec des cultures vivrières. Et peut-être même cette statistique inclut-elle des cultures vivrières destinées à l'exportation.

## La lutte contre la sécheresse en Afrique du Sud

La sécheresse atteint l'Afrique du Sud. Et ce sont les 9 millions de Noirs, qui vivent dans les Bantoustans dans un dénuement total, dont les conditions de vie risquent de se dégrader le plus gravement et le plus rapidement.

Mais le gouvernement sud-africain s'inquiète, lui, des conséquences de la

sécheresse... pour l'exploitation des mines. Car il faut, paraît-il, 2,5 tonnes d'eau pour disposer de l'énergie nécessaire à extraire une tonne de minerai. Une stratégie d'urgence a donc été mise en place et un programme de travaux, destiné à sauver la production d'électricité, a été mis en œuvre au Transvaal.



# des problèmes climatiques humaines

## — Un exemple : LE NIGER — La richesse minière n'a pas fait disparaître la disette

● Parmi les cinq pays qui composent l'Afrique proprement sahélienne, Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Tchad, Niger, ce dernier représente un territoire deux fois grand comme la France et pour 60 % situé en zone sahélienne. Une zone cultivable en bordure du Niger longe la frontière du Nigeria et accueille les quatre cinquièmes de la population. Celle-ci est à 90 % paysanne et totalise 5,5 millions d'habitants.

Pays extrêmement pauvre (classé parmi les trente plus pauvres du monde), il est pourtant présenté comme le plus riche du Sahel grâce à ses ressources minières, en particulier grâce à l'uranium dont il est le 4<sup>e</sup> producteur mondial. Mais l'exploitation de cette richesse n'empêche pas qu'aujourd'hui encore 40 % des enfants nés vivants meurent avant l'âge de 5 ans par malnutrition et sous-alimentation chronique.

En 1974, au moment où le colonel Seyni Kountché, ancien sous-officier de l'armée française, prend le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire, les recettes de l'Etat nigérien ne s'élèvent qu'à 20 milliards de francs CFA et le pays n'est toujours pas remis de la terrible sécheresse des deux années précédentes.

La mise en exploitation de l'uranium à cette époque et les capitaux que l'Etat nigérien put tirer de la vente du minerai (les recettes de l'Etat atteignent 66 millions de francs CFA en 1978) pouvaient aider le pays à se relever, permettre des investissements utiles au pays et à la population, en particulier dans le domaine des productions alimentaires. Ce ne fut pas le cas.

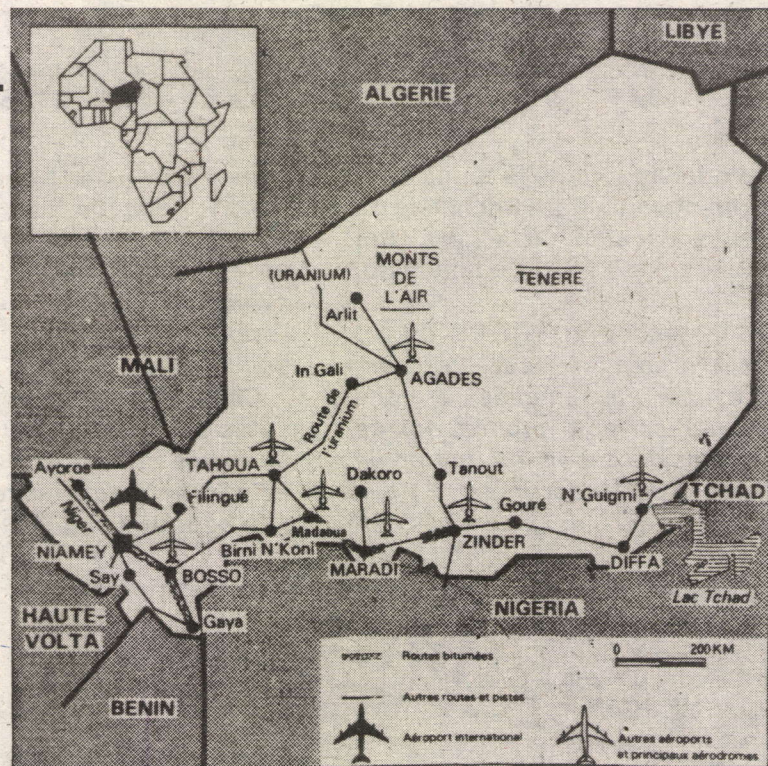
Entre 1973 et 1979, en pleine période de « boom » de l'uranium, les cultures industrielles destinées à l'exportation ont bien diminué : la production d'arachide est passée de 260 000 tonnes à 74 000 tonnes et celle de coton de 5 200 tonnes à 3 400, l'Etat nigérien attendant le principal de ses recettes à l'exportation non plus des cultures industrielles mais du minerai. Mais la production de cultures vivrières, destinées à la consommation locale, n'a augmenté, elle, que très faiblement : de 1 159 000 tonnes en 1973, elle est passée à 1 484 000 tonnes en 1979. En 1977, il a fallu importer 30 000 tonnes de céréales diverses. En 1978, 80 % seulement du cheptel (qui avait perdu 2 500 000 têtes de bétail de 1972 à 1974) est reconstitué. Par contre,

d'octobre 1977 à octobre 1978, les prix ont augmenté de 30 % et l'inflation de 42 %.

En 1980, l'uranium représente 40 % des recettes de l'Etat et rapporte 28 milliards de francs CFA. Le gouvernement investit dans la construction de bâtiments de prestige destinés à transformer la capitale Niamey en une métropole comparable aux métropoles occidentales, ou encore dans la « route de l'uranium » qui, à travers les montagnes désertiques, doit relier Niamey aux sites miniers. Par ailleurs, il annonce des projets ambitieux : le creusement de 1 000 puits pour les troupeaux — de chèvres en particulier, destinées à l'industrie française du cuir qui en fait ici des « vêtements de daim » — ou encore la construction du barrage de Kandadji sur le Niger, en amont de Niamey, destiné à irriguer 140 000 hectares et à approvisionner tout le pays en électricité. En cette même année 1980, les productions vivrières qui ont, elles, augmenté lentement, atteignent 1 780 000 tonnes. Elles permettent « l'autosuffisance alimentaire », déclarent les experts. Ce que confirment les autorités de Niamey en déclarant en janvier 1981 : « La dernière récolte couvre à 120 % les besoins vivriers du pays ».

La chute du marché de l'uranium mettait fin brutalement à l'euphorie officielle. En 1982, la vente du minerai, avec 6,7 milliards de francs CFA, ne représentait plus que 7 % des recettes de l'Etat, dont la dette grimpait à 16,6 milliards de francs CFA. Ces investissements publics chutaient de 26 milliards de francs CFA en 1980 à 7 milliards de francs CFA. Les projets de puits et barrages étaient suspendus avant d'avoir vu le moindre début de réalisation. Pour la population, le déficit en céréales atteignait 10 % des besoins, soit près de 120 000 tonnes, et les prix ne cessaient d'augmenter.

Le bénéfice retiré de la mise en exploitation des mines d'uranium n'avait pas servi à mettre en œuvre les moyens susceptibles de prémunir la population pauvre contre la sécheresse qui ravage aujourd'hui la plus grande partie de l'est du pays et qui, dès mai 1982, était décrite ainsi par un assistant technique européen : « Le lac Tchad (...) s'est éloigné de plus de 70 km. Il n'y a plus un seul pâturage à des centaines de kilomètres à la ronde. (...) Les troupeaux crèvent sur place comme en 1972. » (Le Monde 18.5.1982).



## L'uranium : un pactole pour qui ?

Dès sa découverte, en 1966, l'important gisement d'uranium d'Arlit, en plein désert, fut entre les mains de la France, du Centre de l'énergie atomique (CEA) plus exactement, par l'intermédiaire de sa filiale, la Société des Mines de l'Air (SOMAIR). Les capitaux de celle-ci étaient détenus par le CEA (33,5 %), Pechiney (19 %), la Compagnie Française des Minerais d'Uranium (15 %), ainsi que par une société allemande (8 %) et l'AGIP italienne (8 %). Le reste, soit tout juste 17 %, était laissé à la République du Niger. La mainmise sur la principale richesse du pays était donc assurée, six ans à peine après l'accession du pays à l'indépendance.

L'uranium fut peu exploité jusqu'à la crise pétrolière de l'automne 1973. A cette époque, la soudaine montée du prix du pétrole et le développement du programme nucléaire décidé par le gouvernement français eurent pour conséquence la mise en exploitation rapide et systématique des mines. Trois ans plus tard, en 1976, la COGEMA, filiale à 100 % du CEA, prit en charge le contrôle de la SOMAIR, assurant l'exploitation, fixant le prix d'achat du minerai à sa guise, organisant son exportation, imposant au gouvernement nigérien ses conditions. Favorisée par la flambée des cours mondiaux de l'uranium, la production du minerai nigérien fut menée tambour battant par la COGEMA. Résul-

tat : de 186 tonnes en 1971 et 9 % des ressources du Niger à l'exportation, la production était de 2 249 tonnes en 1978 et représentait 80 % des exportations. Le prix de vente de la tonne passait, lui, dans le même temps, de 5 000 francs CFA à 23 500 francs CFA (1 franc CFA = 0,02 franc français).

Les investissements français, mais aussi américains, iraniens, anglais, italiens, affluèrent pour s'investir dans les équipements liés à l'exploitation des mines. Une deuxième mine fut d'ailleurs ouverte à Akouta, dont l'exploitation fut elle aussi contrôlée par une société filiale de la COGEMA. La prospection se poursuivait, de nouvelles mises en exploitation étaient envisagées, les projets fusaient.

L'année 1980 se soldait par l'exportation de 4 200 tonnes de minerai. La City Bank américaine s'installait dans le pays, ainsi qu'une filiale de la BNP (la Banque pour le Commerce et l'Industrie du Niger). Une quarantaine de chantiers s'ouvraient dans Niamey, ville entourée de quartiers de pailotes et de bidonvilles misérables, qui se hérissait soudain de grands hôtels, de beaux bâtiments administratifs, d'un luxueux immeuble de télévision. Les deux villes minières d'Arlit et d'Akouta se développaient rapidement elles aussi et on y produisait fruits et primeurs à grands frais. Deux usines de traitement de l'uranium étaient réalisées. Une centrale thermique, mise en exploitation en janvier 1981, fournissait l'électricité nécessaire aux mines d'uranium. Enfin, de grands travaux (routes, chemins de fer, télécommunications, etc.) étaient entrepris, tous liés exclusivement aux besoins d'extraction, de transport et d'exportation de l'uranium.

Aux premiers rangs de ceux qui menèrent cette activité fébrile dans le pays se trouvent des sociétés françaises : Thomson-CIT-Alcatel, SAGEM, CGCT, SCAM-CEM, Alstom-Atlantique, EDF, Charbonnages de France et Elf Aquitaine pour prospecter

le pétrole à la frontière tchadienne.

C'est au cours de l'année 1981 que les répercussions de la crise mondiale et de l'abandon ou du freinage important des programmes nucléaires atteignent le Niger. Les cours mondiaux de l'uranium s'effondrent, tombant à 15 600 francs CFA, et le gouvernement nigérien ne peut que constater : « Nos partenaires européens prétendent l'acheter à des prix de braderie » et « la France n'est pas fair-play avec le Niger ; elle se comporte comme un vulgaire client ». L'inflation mondiale contribue à gonfler les coûts d'exploitation de l'uranium, dont un industriel européen déclare en mai 1982 : « Le minerai nigérien a cessé d'être rentable » (rapporté par Le Monde du 18/05/82). La mise en valeur de nouveaux gisements était mise en sommeil, le développement de la production des mines en service ralentit et les exportations en baisse, en quantité comme en valeur.

Aujourd'hui, le Niger qui s'est endetté (la dette extérieure a quadruplé entre 1975 et 1981), comptant sur l'uranium pour lui permettre de rembourser ses créances, a fait appel pour la première fois au FMI en octobre 1983 et a reçu de ce dernier 31,5 millions de dollars. Les caisses de l'Etat sont vides, son commerce extérieur déficitaire. Le chômage augmente et la famine menace. Cela n'empêche pourtant pas l'impérialisme français de faire encore de bonnes affaires. La COGEMA, cette filiale du CEA qui continue d'exploiter l'uranium (la France achète 40 % de la production), annonçait pour l'année 1982 un chiffre d'affaires consolidé de 15,2 milliards de francs. Le fait d'accepter de « surpayer » l'uranium 24 000 francs CFA le kilo, à titre « d'aide », ne la met visiblement pas sur la paille. Et les Charbonnages de France ont mis la main, au cours de l'année 1983, sur les mines de charbon de la région d'Agadez, dont ils disent vouloir extraire entre 130 000 et 270 000 tonnes d'ici à 1987.

Les principales cultures vivrières au Niger sont le mil et le sorgho, qui fournissent tous deux des grains comestibles ainsi que du fourrage ; le maïs et le riz (dans la vallée du Niger) ; le manioc enfin.

L'élevage dans ce pays est essentiellement destiné à l'exportation. Les troupeaux sont constitués de caprins (4 800 000 bêtes) et de bovins (3 millions) principalement.



# Après les licenciements à Talbot-Poissy

## Le PS content du PC

Jean Poperen, lors de la réunion du Comité directeur du Parti Socialiste du 7 janvier, a décerné un accessit de bonne conduite au Parti Communiste.

Après la rencontre PCF-PS du 1<sup>er</sup> décembre, a déclaré Jean Poperen, « nous avons été amenés à nous inquiéter de certains propos qui ne nous paraissaient pas en harmonie avec l'accord du 1<sup>er</sup> décembre. Il nous semble que ce qui s'est passé ces der-

niers jours, notamment à Talbot-Poissy, apporte des éléments de réponse. Nous y voyons, quant à nous, un signe que les responsables communistes entendent assurer avec nous l'application de la politique gouvernementale ».

Cet éloge a peut-être mis du baume au cœur des dirigeants du PCF, mais bien des militants communistes ne l'auront en revanche certainement pas pris pour un compliment.

## Les réactions

### à Renault-Flins...

A Flins, les travailleurs ont suivi attentivement l'évolution des événements de Talbot-Poissy qui n'est éloignée que d'une quinzaine de kilomètres. Beaucoup, à Flins, ont un parent ou un copain qui travaille là-bas.

A l'initiative de militants CFDT, des assemblées d'information ont eu lieu sur les chaînes de Sellerie, mardi 3 janvier. Près de 170 travailleurs y ont participé sur l'ensemble des chaînes. Bien des ouvriers ont été satisfaits d'entendre des militants dénoncer le soutien du gouvernement aux patrons de Talbot pour licencier. Mais si ces réunions ont bien montré que les ouvriers de Flins se sentaient concernés, peu ont été organisés dans l'usine.

Sur chaîne on a entendu bien des mots, pas tendres du tout pour la CGT qui laissait tomber les licenciés : « Maintenant la CGT, ils sont avec le patron ». « La CSL attaque les grévistes parce qu'ils se retrouvent seuls, la CGT n'est plus avec eux ».

Les militants cégétistes

eux-mêmes n'étaient pas très à l'aise la semaine dernière. Quand Sainjon (secrétaire de la fédération CGT de la Métallurgie) a déclaré qu'à Talbot ce n'était pas la grève mais la négociation qui était à l'ordre du jour, des délégués CGT de Sellerie ont dit : « Pas d'accord, nous on est avec les grévistes ».

Jeudi 5, régnait un certain émoi dans l'usine. Dans les coins des ateliers, des radios diffusaient les flashes d'information et chacun tendait l'oreille. Quand on a appris que la CSL s'attaquait aux gars du B3 et que la situation s'aggravait depuis la veille, l'inquiétude s'est fait jour. Les discussions allaient bon train, chacun ayant bien conscience que l'évolution des événements de Talbot serait un test pour l'ensemble de l'automobile.

Vendredi matin, nous avons tous vu la veille à la télé les méthodes musclées de la CSL et l'indignation dominait partout dans les propos.

Après cette fin de semaine mouvementée et

sans doute décisive, on se pose bien des questions à Renault Flins. Comment cela finira-t-il chez Talbot ? Quel avenir nous réserve la Régie ? Que faire si, ce qui est probable, les patrons licencient à Flins ? Pourra-t-on compter sur les syndicats ?

Si les réponses ne sont pas évidentes pour tout le monde, elles n'en sont pas moins posées. Certains travailleurs pensent que les licenciements sont une fatalité, si les entreprises veulent « s'en sortir ». D'autres disent que la bagarre sera inévitable, qu'il faudra qu'on s'organise sérieusement quand notre tour viendra. D'autres encore, et c'est la majorité, attendent de voir pour croire.

A Flins, il y a une incon nue : c'est la sortie de la nouvelle voiture dans les mois qui viennent. Et beaucoup de travailleurs se disent que si la Régie tient à sa nouvelle voiture, elle a intérêt à s'abstenir de déclencher un conflit qui pourrait lui coûter cher.

## ... et à Citroën Saint-Ouen-Les Epinettes

A Citroën Saint-Ouen (Les Epinettes), les travailleurs sont toujours aussi concernés par ce qui se passe à Talbot. Et pour ce qui est des affrontements qui ont eu lieu, ils se sentent du côté des grévistes. En effet, la CSL, ici tout le monde la connaît bien.

Cependant l'idée de se battre contre les licenciements perd du terrain. En effet, les travailleurs ont pu constater que les syndicats n'ont pas envie de se battre vraiment contre les licenciements. Du coup les immigrés envisagent de plus en plus un retour au pays. Mais dans cette optique ils sont unanimes : « 4

millions ce n'est rien du tout après avoir passé quinze, vingt ou trente ans comme OS et cela équivaut à une mise à la porte « comme des chiens ». Il faudra se battre car il n'y a pas le choix et cela vaut mieux que de ne rien faire ».

Du côté des Français, qui représentent la majorité des professionnels, il y a du changement. Plus exactement certains régisseurs, entraîneurs et même petits chefs sont inquiets car ils sentent bien qu'ils peuvent se retrouver dans la fournaise des licenciés : « Si les ouvriers partent, il y aura sûrement des chefs à partir ».

De toute façon tout le monde suit l'actualité de très près sur ce qui se passe à Talbot, mais aussi aux Charbonnages de France.

Ce qui pèse sur le climat ce ne sont pas seulement les informations générales mais le chômage technique : 4 jours par mois pour l'usine de Saint-Ouen et 7 jours pour l'usine des Epinettes et pour celle d'Aulnay. Cela représente une amputation de la paye de l'ordre de 100 F par jour chômé, mais surtout une menace. En effet, à Talbot, les licenciements avaient aussi été précédés de chômage technique.

Correspondant LO

## Peugeot gare ses profits et le gouvernement laisse faire

Le 5 janvier, le Conseil d'administration de la société Automobiles Peugeot, qui regroupe toutes les activités automobiles du groupe PSA (Peugeot, Citroën et Talbot) a été informé de la décision des dirigeants du groupe de se séparer juridiquement de Talbot.

Jusqu'à cette date, Talbot était une Société en nom collectif, une SNC, dont le principal associé était Automobiles Peugeot (95 % du capital de Talbot SNC). La législation précise que les associés d'une Société en nom collectif sont responsables de ses dettes. Qu'à cela ne tienne. Les patrons de PSA ont déclaré qu'ils voulaient avoir la possibilité de « déposer éventuellement le bilan sans entraîner Peugeot Automobiles ». Ils ont donc imaginé un nouveau montage financier qui isole Peugeot de Talbot. Les usines Talbot appartiennent désormais à deux sociétés quasiment bidon, Talbot SA et Sora SA (un grand garage d'Orléans), dont le seul rôle est donc d'être des sociétés « écran ».

Est-ce que les patrons de PSA veulent réellement fermer Talbot et « casser la marque Talbot », comme le leur reprochent la CGT et le PC ? En tout cas, dans deux ans — période pendant laquelle Peugeot est encore solidaire des dettes de Talbot — ils pourront faire absolument ce qu'ils voudront, sans toucher aux bénéfices des autres sociétés du groupe.

C'est donc clair : le groupe Peugeot a de quoi payer les dettes de Talbot, si dettes il y a, et ce n'est pas parce que les actionnaires de Peugeot sont sur la paille qu'on licencie à Talbot, bien au contraire. Et si le groupe Peugeot se protège juridiquement des obligations financières de Talbot, c'est parce qu'il a de l'argent, beaucoup d'argent à protéger !

Le gouvernement, lui, ne trouve vraiment rien à redire à ces micmacs. Nationaliser le groupe ? Confisquer les profits qui prennent le large ? Cela fait belle lurette que les socialistes au gouvernement ne risquent plus ces mots-là !

### Cycles Peugeot Beaulieu (près de Montbéliard)

## Première vague de licenciements

Matin matin, les travailleurs des cycles Peugeot ont appris que la direction licencierait 55 personnes. L'information a été connue par un tract CFDT, le syndicat majoritaire de l'usine, qui ne les refusait pas à condition qu'ils soient aménagés.

Cela fait six mois que la direction de cette usine de 4 000 personnes, qui fabrique des cycles et des pièces détachées pour l'automobile, a annoncé une réduction d'effectif de 200 personnes. 145 partiront en préretraite (en plus des 55 licenciés), et ces préretraités sont plutôt contents de partir, même si leurs salaires seront en dessous de ce qu'ils espéraient. Ils préfèrent « se sauver de cette galère », comme ils le disent.

Pour les licenciés, ce n'est pas la même chose. C'est mercredi que les licenciés ont été convoqués individuellement par leur maîtrise qui leur demandait de poser les outils, de partir aussitôt et de ne pas revenir à l'usine. C'est dans l'équipe de nettoyage constituée de travailleurs qui se sen-

taient depuis plusieurs mois prélicenciés car sortis de la production que les licenciés sont les plus nombreux (une quinzaine ce mercredi). Ils revenaient les uns après les autres avec leur décompte d'indemnités et deux mois de préavis.

Beaucoup sentent le patron, le gouvernement et même les syndicats aller tous dans le même sens pour dire que les licenciements sont inévitables. C'est la première vague de licenciements, auxquels personne ne croyait il y a encore quelques semaines, avant Talbot. Et pour le moment, c'est le sentiment d'impuissance qui domine. Aujourd'hui, ceux qui sont toujours au travail craignent peut-être en se mettant en avant de se désigner pour la prochaine fournée.

Les patrons, c'est évident, vont en profiter. Mais plus ils en profiteront, plus nous nous retrouverons tous dans le même bain. Et de la consternation à la colère, il n'y a pas forcément très loin.

Correspondant LO



TOULOUSE

## A Rénix (filiale Renault) l'année commence bien

Rénix est une filiale de Renault (51 % Renault, 49 % Bendix) implantée depuis 5 ans à Toulouse. Dans cette usine qui produit des allumages et des boîtes de vitesse électroniques, il y a 450 ouvriers (essentiellement des femmes en 2 x 8 et une équipe de nuit de 30 ouvriers) pour une bonne centaine de cadres.

### Une usine réputée...

L'usine est très connue sur la ville. Pas tellement du fait des salaires ou des conditions de travail. Mais parce que le P-DG utilise largement la presse locale, la radio, la télévision régionale et les manifestations commerciales (SITEF 83) pour vanter les mérites de son usine tant du point de vue social que du point de vue des productions de pointe (Edith Cresson a essayé la commande vocale et Mauroy a discuté avec le P-DG au SITEF). En décembre il y a même eu une page complète dans la *Dépêche du Midi* consacrée à Rénix et son P-DG, qui était l'invité de la rédaction, rien que ça ! Le maire de Toulouse, Baudis, a visité l'usine; le Prince de Monaco aussi, ainsi que l'équipe du TFC (Toulouse Football Club) qui a largement diffusé ses autographes. La direction cultive son image et y met le prix.

Ça, c'est le côté cour. Mais il y a le côté jardin, notre côté, celui des ouvrières. Et là, c'est déjà beaucoup plus classique : 200 OS sur des lignes à implanter des composants en équipes de 2 x 8 avec 45 minutes de pause, au rendement, et très encadrées. Avec les brimades, les avertissements, les réflexions : « Vous parlez trop », « A 100 % du rendement vous êtes une ouvrière moyenne, à 110 % vous êtes une bonne ouvrière », etc.

Paternalisme et coups de gueule ! Mais en plus, nous

avons les mots. Car à Rénix, il n'y a pas d'« ouvrières » mais des « opératrices regroupées autour d'une animatrice ». Il n'y a pas de « rendement » mais une « activité ». On ne « travaille » pas, on « produit en autonomie au sein de groupes ». Il n'y a pas de « cage d'escalier » mais une « galerie des glaces » (!). Il n'y a pas de « cantine » mais le « Tub ». Il y a eu en effet un concours pour baptiser la cantine. Elle s'appelle donc le Tub. D'ailleurs le prix des plats s'exprime en tub. Un steak par exemple vaut 12 tubs. Le nombre de tubs que vaut un plat ne change pas. Ce qui change, c'est le prix du tub. (Le jeu de mots est aussi facile que justifié).

On ne « pointe » pas, on « badge ». Il n'y a pas de « notes de service », mais des « mises au point ». Après chaque tract de la CGT, du PC ou de LO, il y a en général une mise au point.

Et puis il y a l'EAA (Entretien Annuel Anniversaire). C'est le privilège de parler une fois par an en tête-à-tête avec son chef. Comme le disait une ouvrière : « Tu rentres. Il te fait asseoir. Il te dit : « Vous fumez ? Détendez-vous ! », comme chez le psychiatre. Et puis tu dois te noter, et il te note, et tu as la rallonge ou pas, ça dépend. Ou si c'est la première année, tu passes OS2 et tu en as pour 15 ans. On ne parle pas de « rallonge » ni d'ailleurs d'« augmentation », mais de « mérite ».

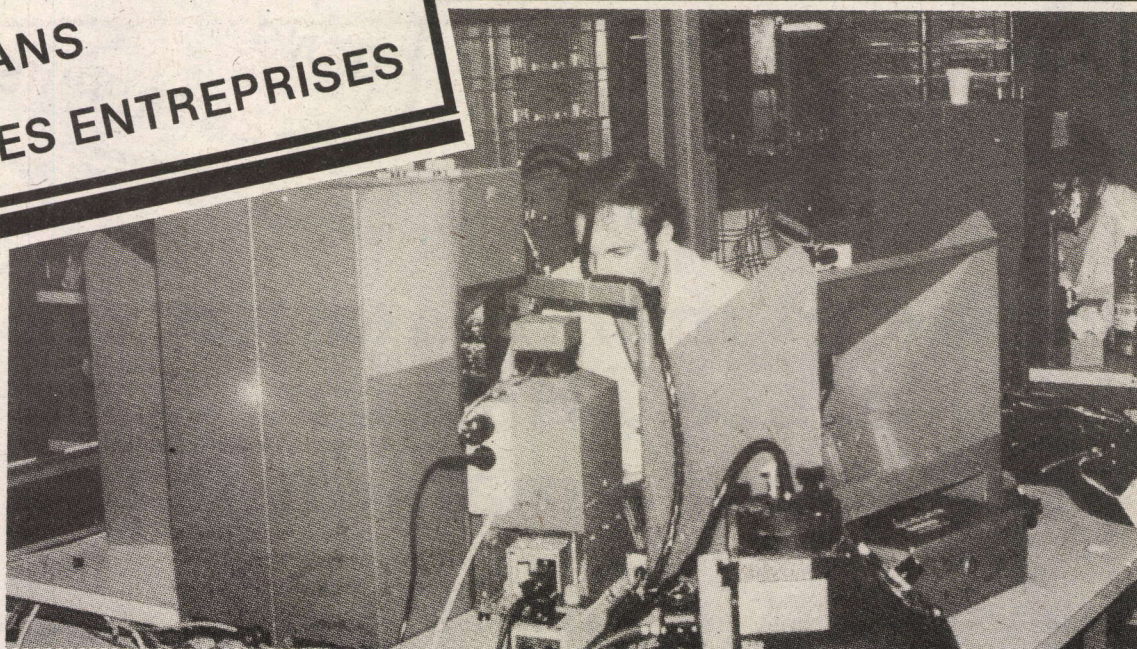
### ... où on n'aime pas les « cosaques »

La CGT s'est montée en juin 1983. Il y a eu des pressions, des mises à pied, des avertissements, des tracasseries pour les bons de délégation. L'inspection du travail a dû intervenir pour rappeler le patron à l'ordre. Car à Rénix on n'aime pas tout ce qui est rouge ou rose, même clair (l'inspecteur du travail comme les syndicalistes, et les militants de Lutte Ouvrière). Mais la direction a bien dû s'en faire une raison.

Mais dès que s'est montée la CGT, est apparu un syndicat autonome, le SUR (Syndicat Unitaire Rénix), monté de toutes pièces par l'encadrement. Ils sont contre l'augmentation des salaires. « Ça ne passera

pas, comptons plutôt sur le mérite », a dit un cadre du SUR. Ils sont contre la suppression de l'augmentation du rendement : « On peut le faire », a dit un technicien (pas au rendement) du SUR. Et quand une déléguée CGT quitte son poste qu'elle juge dangereux, c'est une déléguée du SUR qui prendra sa place. La déléguée CGT aura un avertissement.

Aux élections de DP, la CGT aura 52 % des voix, le SUR 48 % des voix. Car il y a eu un second tour, le quorum n'étant pas atteint au premier tour. On peut imaginer dans quel climat ces élections se sont déroulées. Toute la maîtrise était sur les dents.



### ... mais où ça commence à craquer

Si le P-DG a pu se vanter dans la presse qu'il n'y avait jamais eu de grève dans son usine, il ne pourra plus le faire.

En effet, lors des négociations salariales, une pétition de la CGT a circulé sur les lignes. Elle n'a pas circulé partout, mais elle a recueilli plus de 100 signatures. Et lorsque le programme « social » du patron pour 1984 a été annoncé (3 % d'augmentation et 2 % au mérite (la tête du client) + une prime de présentisme (chantage à la maladie) + une diminution des plages de l'horaire variable), la CGT a appelé par tract, le 3 janvier 1984 à 11 h à la cantine, à débrayer une heure. Sur les 2 équipes, 70 ouvrières sur 200 ont débrayé (il y avait beaucoup d'ouvrières en congé). C'était notre premier débrayage et nous sommes allées encombrer les couloirs de la direction, pour apporter une motion de revendications.

Le chef du personnel était très nerveux. Pour lui aussi c'était le premier débrayage. Il nous a répondu avec mépris qu'il étudierait nos propositions et y répondrait en fin de semaine. Certains chefs n'en croyaient pas leurs yeux : « Mais elles s'en vont, on ne peut plus travailler, alors ? ». Un autre demandait aux délé-

guées si elles étaient en délégation. Quel plaisir de leur répondre : « Non, on est en grève ! ». Il nous a suivies comme un petit chien pendant une heure. Certaines disaient : « Il ne manque plus que la laisse ». Et puis, il y a eu les pressions, surtout pour les ouvrières de l'après-midi, car il n'y avait plus l'effet de surprise, la maîtrise faisait le tour.

Malgré tout cela, celles qui ont débrayé étaient satisfaites : bonne ambiance chez les ouvrières, bonne trouille et bonne leçon pour les chefs. Et

puis, celles qui n'ont pas débrayé ont vu que c'était possible.

La direction a reporté la réunion où elle devait répondre aux revendications (240 F de rattrapage, 2,5 % en avril et en juillet, réajustement en fonction du coût de la vie, pas de modifications des plages de l'horaire variable ; et puisque la direction veut donner une prime de présentisme, c'est qu'il y a des sous). Comme l'a dit une ouvrière : « Si on n'obtient rien, on continue ».

Correspondant LO



IL NE S'AGIT PAS D'UNE GREVE, CHEF, C'EST UNE SIMPLE MISE EN AUTONOMIE D'UN GROUPE D'OPÉRATRICES EN CESSATION MOMENTANÉE D'ACTIVITÉ

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Les charognes !

Hier, huit dossiers de licenciement étaient sur le bureau de débauche au PMP.

Les responsables de DPRS font leur sale travail de licenciements. Ils s'en prennent actuellement aux travailleurs qui ont eu beaucoup d'arrêts de travail pour raisons de santé. A qui s'en prendront-ils demain ? Combien leurs services d'équarisseurs ont-ils préparé de dossiers ? Dans le secret de leur bureau, quels mauvais coups nous préparent-ils pour obéir aux ordres de Peugeot ?

Nous serions bien inspirés de nous préparer à taper dans la fourmière avant d'être jetés à la rue.

### Avis à toutes les vaches montbéliardes de l'usine

Hier matin, sur Europe 1, Drucker a raconté la mésaventure d'un agent de maîtrise d'une entreprise d'Angers, qui avait été traité dans un tract de Lutte Ouvrière de... pot de yaourt ! Le chef en question a cru bon d'aller brandir son pot devant un tribunal, en portant plainte pour diffamation.

Rebondissement de l'affaire avec l'intervention tonitruante d'un directeur d'une fabrique de yaourts, dans la même région, qui a tenu à faire publiquement la mise au point suivante : traiter quelqu'un de pot de yaourt n'est pas du tout une insulte, il s'agit au contraire d'un compliment !

Conclusion d'Europe 1 : se faire traiter d'un plat régional n'est absolument pas injurieux. On peut donc pédaler dans la choucroute en Alsace, se faire traiter de cornichon dans le Midi ou de patate en Haute-Saône en toute tranquillité.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière de Peugeot Sochaux.

ET DIRE QU'IL M'A TRAITÉ DE POT DE YAOURT !





ROUEN

DANS  
LES ENTREPRISES

GRENOBLE

## Grève et manifestation à la Caisse primaire d'assurance maladie

A la Caisse primaire d'assurance maladie de Rouen, nous avons appris fin décembre que la direction, prétextant des restrictions budgétaires, promettait de ne régler les échelons dus en janvier 1984 qu'en avril ou mai, avec effet rétroactif.

A l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO, une délégation de 250 personnes s'est présentée en cortège à la direction régionale, jeudi 5 janvier (du jamais vu !). Toute la CPAM était paralysée par une heure de grève suivie à 81 % (sur 700 personnes présentes). Un premier recul de la direction nous permettait d'obtenir 63 % puis 77 % des échelons payés fin janvier, et le reste en avril 1984. A la surprise des syndicats, qui croyaient l'affaire terminée, cette décision mécontentait tout le monde, y compris ceux des employés qui n'avaient rien à attendre de ces échelons, mais qui se sentaient massivement solidaires des coefficients et des salaires les plus bas. Les syndicats ne s'atten-

daient visiblement pas à un tel répondeur à l'assemblée générale convoquée le vendredi matin. Devant les hésitations des dirigeants syndicaux et leur mauvaise volonté évidente, les commentaires allaient bon train : « Vous êtes ici pour appliquer les décisions d'un personnel qui vous a élus », « Avouez que vous avez la trouille ». Un délégué CGT parlait de consulter ses syndiqués plus tard, séparément. Dans la foule, des cris amusés : « Mais on est là, on est là ! ».

Toute l'assemblée décida de se transporter au septième étage, chez le directeur. Déjà FO lâchait le mouvement, sous des prétextes de querelles avec la CGT. La délégation FO fut quelque peu sifflée à la sortie de la réunion à la direction. Malgré tout, les employés commençaient à se laisser des tergiversations syndicales. Les délégués ne tenaient même pas compte du vote à main levée quasi unanime décidant la poursuite de la grève jusqu'au lundi.

A l'assemblée de l'après-midi, 318 personnes seulement prirent part au vote à bulletin secret organisé par la CGT et la CFDT sur la poursuite du mouvement. 210 se prononcèrent pour une heure de grève par jour reconductible. Un délégué CFDT se tailla une réputation en déclarant sans honte : « D'habitude, je suis pour les assemblées générales. Mais aujourd'hui, je considère qu'elle n'est pas représentative » ! C'était la première assemblée générale à la Caisse depuis de nombreuses années...

De reculades en reculades, les syndicats ont réussi à obtenir ce qu'ils cherchaient : on s'en tient là. Le débrayage de lundi n'était plus suivi qu'à 26 %, et le mardi le mouvement s'arrêtait.

Bien sûr, 77 % des paiements en janvier, ça n'est pas négligeable. Mais la plupart des employés ont le sentiment que les syndicats n'auraient jamais dû céder sur la remise en question d'un avantage acquis.

Correspondant LO

PTT

## Suppression du personnel dans les services sociaux

La direction des services sociaux des PTT a le projet de supprimer 2 250 « détachements ». C'est-à-dire que 2 250 personnes qui jusque-là travaillaient à la mutuelle des PTT, à la coopérative, dans les foyers ou à l'association sportive, retourneraient travailler dans les centres PTT.

En échange, l'administration prévoirait d'augmenter le « budget social », pour embaucher du personnel extérieur. Tout laisse penser que ce budget ne permettra pas de remplacer totalement le personnel ainsi retiré.

La mutuelle PTT de la Seine-Saint-Denis, par exemple, a déjà protesté, disant que cela se traduirait par un retard accru dans le traitement des dossiers et une détérioration de la qualité du service rendu. Et il en sera évidemment de même dans les autres services sociaux.

L'administration des PTT le sait parfaitement bien. Mais cela va dans le sens des économies à faire sur le dos des travailleurs, et ce n'est tout de même pas

parce que le ministère de tutelle est « socialiste » que les PTT ne vont pas sacrifier quelques avantages sociaux.

Correspondant LO

Chèques Montparnasse Paris

## Le personnel du jardin d'enfants contre la fermeture

Mercredi 11 janvier, le personnel du jardin d'enfants du centre de chèques Montparnasse était en grève. Elles réclament la réintégration de deux d'entre elles, renvoyées dans leurs services il y a deux mois et la possibilité pour les bureaux PTT avoisinants d'envoyer leurs enfants au jardin d'enfants. Elles entendent ainsi protester contre l'intention de l'administration de fermer le jardin d'enfants.

Ce jardin d'enfants existe depuis 1975. Il a été obtenu à la

suite de la grève de 1974. Aujourd'hui, avec sa politique d'économies, l'administration estime que 5 personnes détachées pour s'occuper d'un jardin d'enfants, dans une entreprise qui emploie 2 500 personnes, dont une majorité de femmes, c'est trop. Et elle entend combler les trous de plus en plus fréquents dans les services, car il n'y a plus d'embauche nouvelle, par du personnel détaché dans un service qu'elle ne juge pas rentable.

Correspondant LO

Chambre d'agriculture

## Qui a dit : « Rocard, c'est pas de la tarte » ?

Michel Rocard, en tant que ministre de tutelle, a demandé aux Chambres d'agriculture de limiter la hausse annuelle des salaires de leurs employés sous statut national à 2,1 % au 01.01.84 pour solde de tout compte, et à la condition de renoncer à toute promotion automatique et aux 2 % de prime d'ancienneté annuelle. Rien de moins ! Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, il recommande d'étendre cette mesure au personnel sous contrat départemental.

Les présidents des Chambres d'agriculture se sont empressés d'obéir à ces consignes et de se plier à ces recommandations.

A la Chambre d'agriculture de l'Isère, la mesure a été annoncée par les syndicats à

l'ensemble du personnel juste avant la traditionnelle réunion d'échange des vœux entre employeurs et employés, agrémentée de champagne et pâtisseries. Aucune pudeur n'empêcha le président de présenter ses vœux de bonheur et prospérité au personnel. Certains ne l'enfendaient pas de cette oreille, et c'est à onze employés que nous avons quitté la salle pour marquer notre désapprobation.

Dans cette maison paternaliste, où les employés à 5 000 F par mois ont droit en lot de consolation au titre de « dévoués collaborateurs », cela ne s'était jamais vu, et certains se sont étonnés, en distribuant les verres, d'en compter une dizaine de trop.

Correspondant LO

UGECOMA-LEGE

Loire-Atlantique

## La direction annonce 80 licenciements

La direction départementale du travail vient d'accepter 80 licenciements à l'usine UGECOMA de Legé, sur les 90 demandés par la direction. Cette usine de confection de 230 personnes, qui fabrique essentiellement des vêtements militaires et administratifs, n'emploie pratiquement que des femmes, qui sont payées au SMIC et n'ont aucun avantage.

Le jeudi 8 décembre, une demi-heure avant la sortie, la direction annonçait les 80 licenciements en convoquant les filles concernées pour les avertir officiellement. Les dernières embauchées sont surtout touchées, mais également des filles qui ont 6 ans et même 11 ans d'ancienneté. Parallèlement la direction annonçait également des mesures de chômage partiel pour 1984 et une réorganisation de la production.

A l'appel de la CFDT, débrayages et manifestations se sont succédés. Mercredi

14 décembre, 140 filles sont allées à la préfecture de Nantes en manifestant, pour appuyer une délégation de la CFDT venue demander une entrevue au préfet pour protester contre la décision de la direction départementale du travail d'accepter les licenciements sans que le personnel ait été consulté. Il a été demandé également que la préfecture intervienne pour que la direction accepte de négocier un contrat de solidarité avec forte réduction du temps de travail. Lors de cette rencontre, il a été aussi abordé le problème de la sous-traitance d'une partie de la production à l'étranger.

La direction s'est contentée de confirmer les licenciements prévus. Et la semaine de congé traditionnel entre Noël et jour de l'an a momentanément reporté le problème. Car si la direction annonce une quinzaine de reclassements dans des usines de la région pour ses bons vœux, il reste encore 65 filles dehors !

### RECTIFICATIF

Dans notre dernier numéro (n° 814 du 7 janvier), parmi les « exemples de l'évolution des salaires en 1983 » (page 11), les chiffres donnés pour Rhône-Poulenc (Vitry) ne correspondent pas au salaire d'un OS ancienneté, touchait un salaire net de 4 040 F en novembre 1983, contre 3 700 F en décembre 1982.



LE HAVRE

DANS  
LES ENTREPRISES

## Mutation technologique ? A la Compagnie Française de Raffinage, ça a dérapé !



La raffinerie CFR au Havre, avec à gauche la centrale où s'est déclaré l'incendie.

La Raffinerie de Normandie, de Gonfreville-l'Orcher (Le Havre), du groupe Total, qui emploie 2 000 personnes, est à l'arrêt complet depuis le soir du 2 janvier. Un grave incendie s'est déclaré à la Centrale 1, qui fournit l'électricité et la vapeur de l'essentiel des installations de la raffinerie. L'incendie, causé semble-t-il par l'échauffement d'un câble électrique, a détruit le poste de dispatching et la salle de contrôle située à l'étage du bâtiment. Un pompier de la CFR raconte : « Nous sommes intervenus aussitôt. Mais depuis la restructuration nous ne sommes plus que 5 pompiers sur quart, alors que nous disposons de 20 véhicules. On a fait appel aux pompiers d'une usine voisine et à ceux du Havre. Les gars ont eu chaud dans la salle de contrôle ; ça brûlait en-dessous. Et il nous a fallu trois heures pour éteindre l'incendie avec masque et bouteilles d'oxygène sur le dos ».

DANS LES UNITES DE PRODUCTION, tout s'est arrêté brutalement (fours,

pompes, etc.). Ce qui est dangereux puisque d'habitude, pour arrêter une seule unité, il faut plusieurs jours. Pourtant il a fallu vite intervenir (car c'est là qu'il y a des risques d'explosion, à cause de la chute brutale de la température, normalement à 400 degrés). Nous étions dans l'obscurité la plus totale, les lampes de secours se faisant rares. Dans certains secteurs, on s'est même éclairé à la bougie (le secteur Paraffine était bien placé !).

Un opérateur de la Centrale 1 raconte : « Nous avons eu très peur au moment de l'incendie. Ensuite, nous avons dû déblayer tous les débris. Il y a bien une autre centrale mais, pour la mettre en route, il faut le poste de dispatching qui a brûlé ici. Beaucoup de gars viennent voir les dégâts, un vrai pèlerinage : la centrale 1 est vieille de trente ans. Elle a été rafistolée au cours des années. Nous avons trouvé des câbles tout usés, qui ne figurent même pas sur les plans ».

AU CENTRE DE RECHERCHES, à côté de la raffine-

rie, où travaillent 400 personnes, tout s'est arrêté aussi. « Mardi matin quand on est arrivé, dit un travailleur, aucune lumière. On a sorti aussi les lampes et les bougies. Les informations ? La direction reste muette. Même les ingénieurs ne savent rien. Pendant trois jours on est venu pour se retrouver le matin dans le noir et toute la journée dans le froid (10° dans les locaux). Comme on ne pouvait rien faire, on s'est organisé : cartes, échecs, mots croisés... Dans un labo on a dansé au son d'un transistor. Ça réchauffe !

La première chose remise en marche par batteries, c'était la pointeuse ».

Huit jours après, on a un peu de chauffage et de lumière. Mais, de l'ordinateur à la machine à écrire électrique, pas grand-chose ne marche encore. Mais puisque ce n'est pas un secteur de production, ça risque de durer.

C'EST NOUS QUI TRINQUONS. Dans les unités, par contre, les problèmes commencent à surgir. La direction n'a pas prévu de faire face à un tel accident.

La restructuration so-disant savante de la direction est mise à rude épreuve. Et il faudra du temps pour tout redémarrer. Par exemple, à la Paraffine et au Désasphaltage, les produits ont figés dans les tuyauteries. « Le bitume et le brai sont durcis dans les installations. Par endroits on casse au marteau-piqueur, ailleurs on le fait manuellement. Des centaines de mètres de tuyaux sont morts, de nombreux échangeurs sont bloqués. On a du pain sur la planche ».

Une aventure arrive au conducteur d'une estafette : « Je roulais normalement quand, soudain, un tuyau sous pression a percé, provoquant un geyser de résidu. Mon estafette a été complètement arrosée du produit qui s'est solidifié aussitôt sur le pare-brise et la peinture. On aurait pu croire que j'avais traversé une cuve de pétrole brut ».

Par conséquent, il y a des risques au redémarrage. Le souci N° 1 de la direction est évidemment de relancer sa production, et pour cela elle est prête à disposer de

nous comme elle veut. Ainsi presque tout le personnel sur quart est passé à la journée, désorganisant le planning de chacun. Pour occuper certains d'entre nous, on nous fait des cours de formation. On se demande pourtant à qui ils seraient le plus profitables.

C'EST LA CONSPIRATION DU SILENCE : la direction, qui sans doute « fait la bougie », ne dit rien. Les machines arrêtées, elle semble oublier le personnel. Les syndicats n'ont pas encore dit un mot. Peut-être attendent-ils qu'il y ait suffisamment d'électricité partout pour faire la lumière sur ce qui se passe.

En tout cas, au palmarès des incidents la direction remporte incontestablement la palme d'or (noir), pour être responsable de l'arrêt automatique de toute son usine. Reste que nous ne voulons pas en faire les frais au niveau de nos conditions de travail. Mais l'affaire de la raffinerie qui s'éclaire à la bougie n'est sûrement pas terminée.

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

### PIF LE CHEF

On connaissait les avions renifleurs. Voici maintenant les chefs renifleurs. Leur but : détecter les pots. Mais nos renifleurs ne luttent pas contre l'alcoolisme, mais contre les rassemblements.

Pour nos huiles, la discussion autour d'un verre est plus gênante que le contenu.

Extrait du bulletin  
Lutte Ouvrière  
SNECMA-Corbeil

### BON APPETIT, MESSIEURS

L'entrée du rez-de-chaussée du restaurant commercial est maintenant décorée de photos de missiles, Crotale, Shihines et autres saloperies. De quoi couper l'appétit, direz-vous.

Pas du tout. Les gens qui fré-

quentent ce restaurant, les clients comme ceux qui les accueillent, en ont au contraire l'eau à la bouche. C'est le genre d'individus à sabler le champagne chaque fois qu'un Exocet fait mouche.

### HISTOIRE SANS INTERET

Thomson-CSF vient de passer à 51 % sous contrôle de l'Etat.

Et alors ?

On ne vous le fait pas dire.

Extraits du bulletin  
Lutte Ouvrière  
Thomson Bagneux

### J'AI DES FRISONS

A 4 h du mat., par le froid, la pluie, le verglas, la bise, il y a le samedi matin pas mal de monde qui passe la porte. Voilà

des gens bien courageux. Engloutis sous de chouettes couettes douillettes, on ne peut s'empêcher de les encourager chaudement : au boulot, les amis ! Mangez tout le travail au plus vite ! Comme ça, on aura encore plus de jours chômés où on pourra rester au lit.

Extrait du bulletin  
Lutte Ouvrière  
Alsthom Belfort

### UNE BONNE ANNEE... POUR LES ACTIONNAIRES

En cette période de Noël, on reparle beaucoup des miracles réalisés il y a 2 000 ans par un homme nommé Jésus, qui changeait de l'eau en vin ou multipliait des petits pains...

Mais dans notre XX<sup>e</sup> siècle, en matière de miracle, les

patrons font mieux. Exemple : Roussel-Uclaf.

L'action RU cotait 230 F début 1983. Un an après, fin 1983, elle cote plus de 700 F : 747 F exactement le vendredi 6 janvier 1984.

En un an, 100 F pour un actionnaire RU se sont transformés en plus de 300 F !

Joli miracle, quand on possède quelques milliers d'actions en portefeuille, surtout que les bénéfices sont en super-augmentation.

Par contre, pour un salarié RU, 100 F de son salaire se sont transformés, en un an, en 94 F !

C'est cela, les miracles capitalistes.

### UNE ESPECE EN VOIE DE DISPARITION

Depuis le temps qu'on nous promet 4 ouvriers supplémen-

taires en soirée et en nuit au DCI, ils n'arrivent toujours pas ! Pourtant on demande un contremaître de nuit pour remplacer un départ et, pour un poste à pourvoir, quatre postulants ont été vus.

Que peut-on en conclure ? Est-ce que le rapport travail/paye n'est pas bon ? Est-ce qu'il y a trop de chefs ? Les ouvriers sont-ils trop mal payés ?

Quoi qu'il en soit, nous laissons à chacun la latitude de penser ce qu'il veut.

### ON EST BLOUSES !

En Fermentation, nous n'avons pas eu de rallonges, mais nous avons tous touché des blouses blanches.

On ne peut pas tout avoir.

Extraits du bulletin  
Lutte Ouvrière  
Roussel-Uclaf Romainville



## « L'argent du laitier »

de Dyonelio Machado

Dans Porto Alegre, grande ville brésilienne des années trente, le lecteur partage pendant vingt-quatre heures la vie de l'employé Naziazeno.

Endetté, acculé, Naziazeno doit absolument trouver de l'argent pour payer le laitier. Il part à travers la ville et il cherche, il cherche... Il lui faut avoir le courage de demander une avance au directeur, ou réussir à emprunter de l'argent à un ami. Il hésite, partagé entre sa honte de ne pouvoir payer le laitier et l'humiliation de demander de l'argent. Il tente sa chance aux jeux, frénétiquement, et perd le peu qu'il avait réussi à trouver.

Il continue sa quête mais angoisses et incertitudes l'assaillent de plus en plus. Il a faim, la tête lui tourne, il étouffe, il a envie d'abandonner, de se laisser aller, mais il ne peut revenir chez lui où l'attend sa femme sans argent.

Une fois l'argent trouvé, les angoisses de Naziazeno ne disparaissent pas. Commence pour lui une nuit de cauchemars et de délire...

Une évocation poignante du Brésil d'avant-guerre.

Ghislaine GAUTIER

L'argent du laitier de Dyonelio Machado. Ed. Papyrus - Maurice Nadeau. 184 pages. 76 F.

## « Nuit des temps »

de Norman Mailer

Menenhetet est dans la cent-quatre-vingtième année de sa quatrième existence, sous le règne du pharaon Ramsès IX. Il a en effet trouvé un moyen sûr, encore qu'un peu acrobatique, d'assurer sa réincarnation immédiate : s'engendrer lui-même à son dernier soupir. Au cours de la « nuit du cochon », le pharaon lui fait raconter ses vies, et surtout la première, où il fut compagnon et grand officier de Ramsès II. Tout se complique du fait que chaque homme possède sept âmes, dont chacune jouit d'une certaine autonomie avant et surtout après la mort du propriétaire. Les pharaons et leurs épouses ont 14 âmes !

L'essentiel de l'histoire racontée par Norman Mailer est constitué par les aventures de la première vie de Menenhetet. Il est successivement paysan, soldat, chef d'une mine d'or, espion, compagnon d'armes de

Ramsès II dont il conduit le char à la bataille de Kadesh contre les Hittites, responsable d'un harem royal, magicien, aide de camp et amant de la reine Nefertari, etc. On croule sous les références historiques, mythologiques, rituelles, religieuses.

Les cent premières pages sont consacrées aux avatars d'une momie et à la grande querelle des dieux Isis, Osiris, Seth et Horus.

Norman Mailer aurait consacré onze ans à ce roman, qui lui aurait rapporté plus d'un million de dollars. C'est bien possible. Mais ce « Dante dans la vallée des Rois », comme disent certains critiques admiratifs, n'est le plus souvent qu'un Casanova chez les momies, bien fastidieux.

V.G.

Nuit des temps de Norman Mailer. Ed. Robert Laffont. 717 pages. 92 F.

## « Les policiers »

de Pierre Demongue

Il s'agit d'une étude destinée à présenter le corps des policiers, réalisée par un universitaire. Cela vaut au lecteur quelques phrases de ce style : « La formation (de la police) est, tout autant qu'acquisition de compétences formalisables, acculturation à un milieu, à une ambiance, à un système d'attitudes et à un ensemble de valeurs non codifiées mais extrêmement prégnants » !

Cette compilation décrit l'organisation des différents corps de police et réunit un certain nombre d'informations et de chiffres, pas toujours très précis, pas toujours très récents, ni très nouveaux non plus.

G.F.

Les policiers de Pierre Demongue. Ed. La Découverte. Maspéro. 125 pages.

## « Cycle de sécheresse »

de Cheikh C. Sow

La première nouvelle donne son titre à ce recueil de dix nouvelles de l'écrivain sénégalais. Toutes ont pour cadre le Sahel, pays de la faim, de la soif, où l'homme lance un défi permanent à une mort toujours présente.

Certains des récits apparaissent comme de véritables témoignages. C'est le cas de la première nouvelle où, en six tableaux, six situations différentes, l'auteur présente « les visages des vivants, plus terribles que ceux des morts ». Une femme meurt épuisée, après avoir parcouru des kilomètres pour gagner la ville et remettre son enfant au dispensaire où on le sauvera peut-être de la faim. Des bergers se retrouvent le long d'une canalisation d'eau où leurs troupeaux assoiffés les ont conduits. Et le cri des bêtes est si déchirant qu'ils se résignent à attaquer la tuyauterie qui alimente les villes où vivent les riches, qu'elles qu'en soient les conséquences.

Parfois le récit se situe à mi-chemin entre le rêve et la réalité, dans le monde étrange de la légende et du fantastique où néanmoins, l'homme est toujours en quête d'eau et de nourriture.

L'auteur se moque des croyances qui relèvent de l'univers magique même s'il

fait appel à celui-ci. Dans la nouvelle intitulée Quête, il montre que dans la lutte contre la misère, les religions, les prophètes, les rites ne sont que des mas-

ques trompeurs.

Patricia MULLAN

Cycle de sécheresse, de Cheikh C. Sow. Coll. Monde Noir Poche. Ed. Hatier. 160 pages. 23 F.



## « Chroniques namibiennes »

de Gérard Cros

La Namibie, c'est cette région de l'Afrique australe qui fut, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, colonisée par l'Allemagne. En 1915, elle fut conquise par les troupes sud-africaines. Et c'est à l'Afrique du Sud que la Société des Nations en accorde le contrôle, au sortir de la Première Guerre mondiale.

Depuis, ce Sud-Ouest africain ex-allemand dépend du régime de Pretoria, qui l'a traité tantôt comme une colonie pure et simple, tantôt comme un glacis devant la protéger de l'Afrique noire, de même que la Rhodésie plus à l'est.

Mais dans ce territoire de 840 000 km<sup>2</sup>, qui ne comprend que 100 000 Blancs sur un million d'habitants, la vague de la décolonisation s'est aussi traduite par la naissance de mouve-

ments nationalistes noirs, dont le plus important est la SWAPO (Organisation des Peuples du Sud-Ouest Africain). Les dirigeants racistes de l'Afrique du Sud et leurs relais namibiens sont donc confrontés depuis une vingtaine d'années à une guérilla, qui s'est renforcée au moment de l'accession à l'indépendance des anciennes colonies portugaises, le Mozambique et l'Angola.

Et si, depuis le 3 janvier de cette année, l'armée sud-africaine se livre à une incursion en Angola, qui se solde par le massacre de centaines de Noirs, c'est sous le prétexte d'anéantir les bases arrière de la SWAPO en Angola.

Les Chroniques namibiennes de Gérard Cros, racontent cette colonisation et cette lutte de libéra-

tion. Mais elles s'étendent aussi, et très longuement, sur les interminables conférences, discussions, rencontres effectuées sous l'égide de l'ONU. La pléthore de citations et de références met en évidence l'impuissance des organismes internationaux sinon même leur complicité avec les racistes sud-africains. Mais les informations sur le pays lui-même sont souvent plus claires dans La Namibie du même auteur, en collection Que Sais-Je ?

Vincent GELAS

Chroniques namibiennes de Gérard Cros. Ed. Présence Africaine. 235 pages. 80 F.

La Namibie, du même auteur, Ed. PUF, Coll. Que Sais-Je ? n° 2059. 126 pages. 20 F.



## « L'affaire »

de Jean-Denis Bredin

Il s'agit de l'affaire Dreyfus que l'on finit par appeler « L'affaire » tout court tant celle-ci secoua la France de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Jean-Denis Bredin s'attache à reconstituer tous les méandres de ce « furoncle dans l'histoire française » comme on l'appela, qui eut pour point de départ le procès d'Alfred Dreyfus, officier français issu d'une riche famille bourgeoise alsacienne et juive, accusé par le haut état-major antisémite de l'armée d'être un espion à la solde de l'Allemagne.

L'affaire judiciaire dura douze ans, de l'arrestation du capitaine Dreyfus en 1894 à sa réhabilitation en 1906. Au cours de ces douze années, plusieurs affaires judiciaires se succédèrent. La première s'acheva en 1894 : Alfred Dreyfus dégradé et condamné pour trahison fut envoyé à l'île du Diable, sous une surveillance de tous les instants, parfois même mis aux fers. La seconde affaire débuta en 1896, lorsque son frère, Mathieu, et quelques autres essayèrent de prouver son innocence. L'affaire de judiciaire devint alors politique, Emile Zola dans son fameux article *J'accuse* prenant publiquement parti pour Dreyfus. Dreyfusards et anti-dreyfusards s'affrontèrent alors avec violence tandis qu'une campagne antisémite était entretenue par les journaux de Drumont et de Barrès entre autres. La troisième affaire survint avec la procédure de révision du procès qui se termina par la grâce de Dreyfus en 1899. Enfin, un dernier volet judiciaire, entre 1900 et 1906, devait se conclure par l'arrêt de la Cour de cassation et la réhabilitation de Dreyfus retrouvant son grade d'officier et réintégrant l'armée. Ces quatre phases constituent le découpage du livre.

Le contexte dans lequel se déroula l'affaire Dreyfus est bien campé. Sous la

Troisième République, la France se lance dans l'expédition coloniale de Tunisie, puis dans celle du Tonkin. Elle conquiert Madagascar et elle entreprend un peu plus tard l'expédition du Maroc.

A l'intérieur, c'est la lutte acharnée entre les monarchistes qui comptent de nombreux partisans au sein de l'armée, et les tenants de la République, clivage politique qui recoupe en gros celui entre dreyfusards et anti-dreyfusards. L'Eglise catholique française (le problème de la séparation de l'Eglise et de l'Etat déchaîne alors les passions) joue un rôle de premier plan dans le camp anti-dreyfusard et dans la propagation de l'antisémitisme. Epoque des attentats anarchistes et du procès Ravachol, mais aussi de la montée du mouvement ouvrier, marquée par une vague de grèves : celle des mineurs de Decazeville, de Carmaux, des viticulteurs du midi, etc., grèves toujours durement réprimées par les gouvernements successifs de la République qui envoient systématiquement la troupe. Le Parti Socialiste se constitue, dominé par la figure de Jean Jaurès mais aussi par la participation des socialistes au gouvernement bourgeois, politique inaugurée par Millebrand, Viviani et d'autres. Au début les socialistes prennent du recul par rapport à l'affaire Dreyfus qu'ils considèrent comme un conflit ne concernant que la classe bourgeoise, mais sous l'influence de Jaurès, ils se rallient au camp des dreyfusards.

L'un des grands mérites de ce livre est de faire revivre l'atmosphère de cette époque où, dans un déchaînement patriotique et antisémite, attentats, tentatives de coup d'Etat, manifestations de rue, bagarres se succèdent. L'affaire juridique s'enchevêtre inextricablement à la politique, ce qui fait écrire à Bredin « Ce



sont moins les voix courageuses de la vérité et de la justice que l'évolution des forces sociales et politiques qui ont bouleversé l'affaire Dreyfus et permis la révision ». Dans ces années riches en combinaisons parlementaires de tous ordres et en scandales, où les Républicains s'allient tantôt à droite, tantôt à gauche, où Gallifet massacreur de la Commune est ministre de la Guerre, où les socialistes sont au gouvernement, l'affaire Dreyfus devint une affaire de politique nationale.

L'auteur est un universitaire qui tente de répondre à la question « Quel rôle l'affaire a-t-elle joué dans l'histoire de la société française à la charnière des deux siècles ? ». Son point de vue est celui d'un démocrate bien dans la ligne de la gauche actuelle. Cela dit, son livre permet de comprendre toute cette époque.

Marie ANTONIN

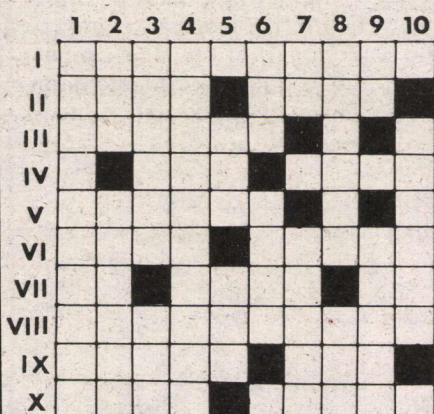
L'affaire de Jean-Denis Bredin. Ed. Julliard. 496 pages. 90 F.



Le capitaine Dreyfus.

## Mots croisés

Solution du n° précédent



**HORizontalement.** — I. Ont besoin de bonnes bretelles. II. Vaut mieux ne pas l'avoir dans le sang. Vallées envahies. III. Suites. IV. Solution. Ville de l'Inde. V. Effective. VI. Sous le manteau. Base d'un compte. VII. Parcouru. Fait le poids. Liant. VIII. Poisson d'aquarium. On apprécie ses lentilles. IX. A des raisons de craindre qu'on lui vole dans les plumes. Sans résultat. X. Arrivées. Mêlées.

**VERTICALEMENT.** — 1. Aux antipodes. 2. Vieux gibier. Bien connu. 3. Donner un troisième labour. Ville du Nigéria. 4. Orne la boutonnière. Précède le docteur. 5. Vaincu d'Appomattox (inversé). Garde la chambre, parfois ! 6. Ornaments. Département. 7. Dans la suite. Un ancien refus. 8. Parle dans le désert. Article. 9. Préposition. Pour dresser. Largeur. 10. Entraîneurs.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	L	P	I	N	I	S	T	E	S
II	B	O	U	L	A	N	G	E	R	E
III	R	I	R	E	T	E	R			
IV	I	E		O	R	N	E	R		
V	C	E	T	A	C	E	S	P	A	
VI	O	V	E		E	P	A	T	E	
VII	T	I		C	L	I	M	A	T	S
VIII	I	N	T	R	O	D	U	I	R	E
IX	E	C	R	I	T	E	S		I	L
X	R	A	M	A	S	S	E	U	R	S



## « La crise des autres »

Les mardis de l'information sur TF1. 20 h 30 les mardis 10 et 17 janvier.

1974-1984, voilà dix ans que le monde s'enfoncé dans la crise. L'émission du 10 janvier se donnait pour but de montrer quelques aspects de cette crise dans trois pays choisis parmi les pays qu'on dit riches : l'Italie, la Grande-Bretagne et le Japon. La prochaine sera consacrée aux Etats-Unis, à l'Allemagne, l'URSS et le Togo.

« L'Italie est au bord du gouffre depuis 2000 ans, a plaisanté un Italien interviewé, et elle tient ». Elle tient, mais comment ? En Italie, la crise semble avoir pour corollaire le travail au noir, les petits boulots, le système D à grande échelle, dont le clientélisme n'est qu'un exemple. Témoin cette petite ville, un fief de la démocratie chrétienne, dont tous les habitants ou presque sont des pensionnés de l'Etat. Mais les images les plus terribles étaient celles des enfants (il paraît qu'ils sont plus d'un million dans ce cas) exploités dans des garages, dans des ateliers plus ou moins clandestins, travaillant à la sauvette pour quelques centaines de francs par mois. Et cela dans les grandes villes du Nord. A Naples, où il y a 525 000 chômeurs sur 5 millions

d'habitants, la seule possibilité d'embauche pour les jeunes est de se vendre à la Camorra, l'entreprise du crime, la seule qui paie bien, ainsi que l'a constaté le maire de Naples.

L'Angleterre, ce sont des images désolées des quais et des entrepôts de Liverpool déserts. Tout est à louer ou à vendre. Depuis 1979 que Margaret Thatcher s'est attaquée au problème de la crise en faisant fermer tous les « canards boiteux » de l'économie, des centaines de travailleurs comme à British Leyland, ou British Mac Tyre, ont été jetés au chômage. L'économie tourne, se félicite Thatcher, mais avec 3 millions de chômeurs, 15 millions de « pauvres » recensés comme tels. Un enfant sur six est dans une famille reconnue comme « indigente ». Les riches se sont enrichis, la gentry continue ses parties de chasse à courre... Mais puisqu'on vous dit que grâce aux méthodes Thatcher, l'Angleterre sera aussi compétitive que le Japon, d'ici... 20 ans ! Voilà des raisons d'espérer.

Car au Japon, c'est bien connu, les chômeurs n'existent pas... dans les statistiques. N'existent que les

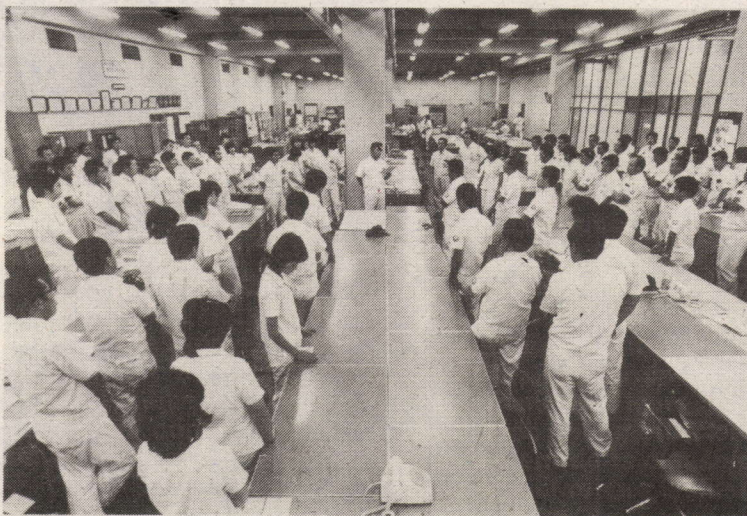
parias, qui remplissent des quartiers entiers, voire des villes comme Kamagasaki, une ville de 40 000 habitants dont nous avons vu quelques images. Certains couchent dehors, il arrive même qu'en hiver on ramasse les morts au petit matin. Ils se nourrissent à la soupe populaire ou dans les poubelles. C'est dans ces quartiers réservés des grandes villes que les marchands de main-d'œuvre viennent recruter des travailleurs temporaires. Mais à part cela le Japon est le champion de la compétiti-

tivité avec ses usines ultra-modernes, entièrement robotisées. Il n'y aurait même presque plus besoin des travailleurs.

Il n'y aurait plus besoin que de jeunes cadres dynamiques du genre de ceux qu'on a vus sous la direction d'un professeur grimaçant s'entraîner à souffrir pour mieux servir de larbin à un futur patron. On ne peut plus engager !

Un documentaire intéressant, à suivre.

C.B.



Assemblée des ouvriers de chez Honda : mise en condition, militarisation du travail sont avec la modernisation les raisons de la « compétitivité » de l'industrie japonaise.

## « Rue barbare »

Le film s'inspire d'un roman de David Goodis, *Epaves*, dont la trame a été plus ou moins conservée.

Dans un quartier de banlieue, Chet, le cheminot qui ne voulait pas avoir d'histoires, finit par s'attaquer au « caïd » et à sa bande de voyous qui prétend faire la loi. Les partisans du premier composent une véritable galerie de monstres, et les seconds, au « look » très « branché », jouent du couteau.

Festival de coups bas, d'arts martiaux bidon et d'hémoglobine, c'est surtout la rue barbare !

J.F.

## « La nuit des juges »

Dans Los Angeles où chaque jour apporte son lot de violence et de sadisme, des criminels qui avouent leurs crimes sont libérés pour vice de procédure à l'issue de plusieurs procès. Un groupe de juges s'organisent alors clandestinement, en une sorte de tribunal d'exception, décidés à faire eux-mêmes leur propre justice, condamnant et exécutant leurs sentences.

L'histoire a du mal à démarrer, la suite s'accélère amenant suspense et rebondissements. Mais surtout cette mise en cause simpliste d'un prétendu laxisme généralisé de la justice est particulièrement démagogique.

Ghislaine GAUTHIER

## Sélection

### Samedi 14 janvier

20 h 35. FR3. **L'univers du rire.** La suite de l'histoire du rire dans le cinéma américain avec, entre autres, Peter Sellers, Jack Lemmon, Bob Hope.

22 h 30. TF1. **Droit de réponse.** A l'émission de Michel Polack intitulée « Qu'avez-vous lu ? » participeront des écrivains dont Pierre Desproges, des éditeurs, des critiques, des journalistes et des lecteurs.

### Dimanche 15 janvier

16 h 20. FR3. **Théâtre : Catherine de Heilbronn.** Une pièce sur l'amour fou écrite par le dramaturge allemand Heinrich von Kleist et réalisée en Allemagne par des comédiens allemands.

20 h 35. TF1. Film comique : **Le sauvage** de J.-Paul Rappeneau (1975) avec Yves Montand et Catherine Deneuve. Pour échapper à « l'enfer » de sa vie de P-DG, un homme se réfugie sur une île déserte... provisoirement.

21 h 45. A2. **Vietnam.** La première partie d'un documentaire d'Henri de Turenne qui

retrace l'histoire du Vietnam de l'an mille à 1945, et en particulier la période de la colonisation.



22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit : Plus fort que le diable,** de John Huston (1954) avec Humphrey Bogart et Gina Lollobrigida. Un « film noir » qui parodie deux autres films de Huston, *Le faucon maltais* et *Le trésor de la Sierra Madre*. D'un humour grinçant...

### Lundi 16 janvier

20 h 35. TF1. **Western : Le vent de la plaine,** de John Huston (1959) avec Audrey Hepburn et Burt Lancaster. A l'origine, ce film devait être une dénonciation du racisme, mais les producteurs ont fait

du découpage... sans réussir à effacer totalement toutefois son caractère de plaidoyer en faveur de la tolérance.

20 h 35. FR3. **Cycle Pagnol : Fanny** de Marc Allégret (1932) avec Raimu, Orane Demazis et Pierre Fresnay. Les années 1930 à Marseille.

### Mardi 17 janvier

20 h 35. TF1. **Les mardis de l'information.** Suite du reportage sur la crise mondiale : Etats-Unis, Grande-Bretagne, RFA, URSS, Togo. Des images frappantes sur la façon dont la crise se traduit pour les populations de ces pays. A voir.

20 h 35. FR3. **La dernière séance.** Nouvelle formule : Michel Sardou prend la place d'Eddy Mitchell pour quelques séances. Par ailleurs on nous présentera à chaque fois un film inédit à la télévision. Au programme : *El Perdidito*, un bon western de Robert Aldrich et Dalton Trumbo (1961) avec Kirk Douglas et Rock Hudson. Quant au film inédit, c'est *Le peuple accuse O'Hara*, un policier de John Sturges (1951) avec

Spencer Tracy. Un homme refuse de se servir d'un alibi qui l'innocenterait...

20 h 40. A2. Film : **Pétrole ! Pétrole !** de Christian Gion (1981) avec Jean-Pierre Marielle. Sur le mode de la comédie, les mœurs des grandes compagnies de pétrole quand elles « reniflent » un contrat juteux.

### Mercredi 18 janvier

21 h 25. TF1. **Saturday blues : le blues du samedi soir.** Documentaire sur les chanteurs de blues et de gospel. De nombreux documents chantés, notamment un sur Bessie Smith, « l'impératrice du blues » des années 1920.

### Jeudi 19 janvier

20 h 35. FR3. **Ciné-passion : Retour en force.** Une comédie « à la française » de Jean-Marie Poiré (1979) avec Victor

Lanoux et Gérard Jugnot.

21 h 35. A2. **L'histoire en question.** Alain Decaux nous présente Landru arrêté le 12 avril 1919 après avoir assassiné méthodiquement onze femmes.

### Vendredi 20 janvier

20 h 35. FR3. **Rencontre avec... Georges Marchais,** secrétaire général du PCF qui répondra aux questions posées par divers journalistes dont Gilbert Denoyan (France-Inter) et Patrick Jarreau (*Le Monde*).

21 h 50. TF1. **Spécial Brésil** avec un reportage d'une heure réalisé par Christian Brincourt et Philippe Vieillescazes dans le Nordeste brésilien dont la population meurt de faim.





## « Et vogue le navire » de Federico Fellini

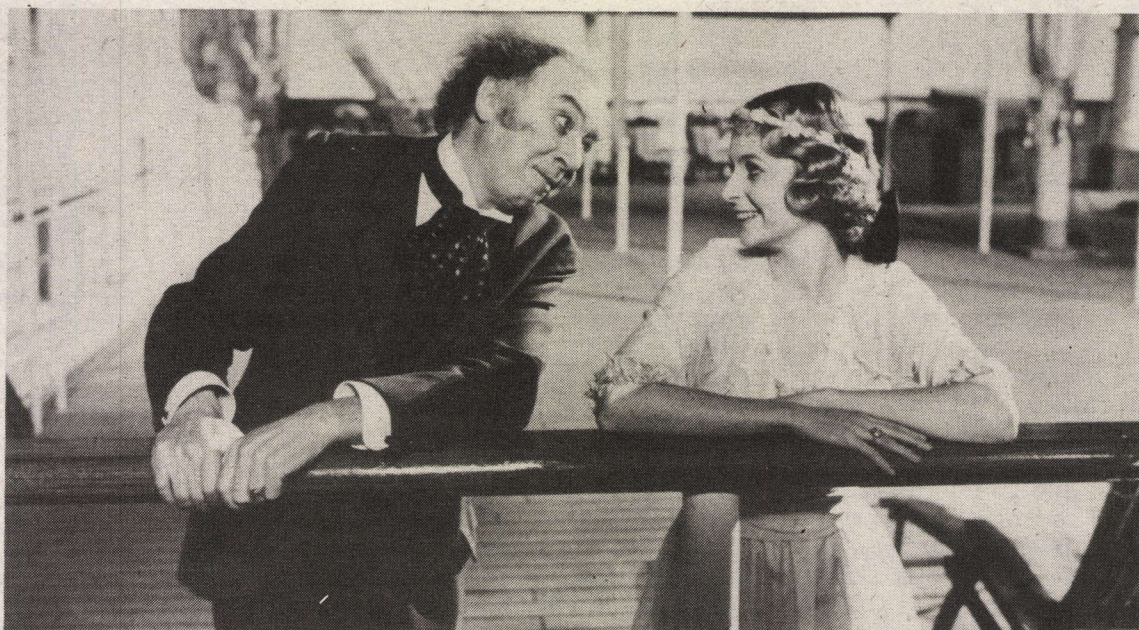
Dans un port, des personnages s'agitent, passent devant la caméra ; le film est noir et blanc, jauni et muet. Puis arrive un somptueux corbillard d'où on sort une urne qui contient les cendres d'une célèbre cantatrice, Edmée Tetua, qui vient de mourir. Ses cendres, d'après ses dernières volontés, doivent être répandues au large de son île natale.

C'est la fin juillet 1914, le *Gloria N* quitte le port de Naples ; avec l'urne funéraire, la fine fleur de l'art lyrique international est montée à bord. Autour des virtuoses, chanteurs et cantatrices de tout timbre, chefs d'orchestre, musicologues, collectionneurs, comédiens et aristocrates, évolue toute une cohorte de chaperons, managers, gardes du corps, voyants, escrocs, sans compter les conjoints, les enfants, un

journaliste et jusqu'à un rhinocéros incongru.

Imperceptiblement, le film est passé à la couleur et les acteurs parlent. Un effet impressionnant.

La traversée commence, avec ces personnages tous un peu ridicules et décadents, mais pas grotesques, comme certains personnages felliniens ; ceux-ci sont plutôt attendrissants. Les chanteurs d'opéra sont tous jaloux les uns des autres, et veulent prouver qu'ils sont les meilleurs, ce qui nous vaut de beaux morceaux de chant : des paroles correspondant aux divers moments du voyage ont été composées sur des airs célèbres (Verdi, Saint-Saëns, Rossini, etc.), ou encore ce concert fantastique exécuté par deux vieux maîtres de chant sur une armée de verres de cristal de la cuisine. Un grand-duc austro-hongrois obèse



et sa sœur aveugle côtoient un aristocrate anglais obsédé, un acteur comique dans les jupes de sa mère, un ministre... Et un journaliste sur le retour est le chroniqueur de ce voyage, un peu méprisé par tous car il n'est pas de leur monde, mais c'est lui qui nous les présente, et commente.

Les décors sont eux aussi fantastiques : la mer est artificielle (de cellophane), le ciel, les nuages, le soleil et la lune aussi. Ironie, une jeune femme, regardant le soleil, dit : « Que c'est beau, on dirait qu'il est faux ! ».

Cet univers d'opéra, ou d'opérette, dans lequel on exprime ses sentiments en empruntant aux airs de Ros-

sini, Verdi ou Strauss, frôle parfois le monde réel, celui des marins ou des cuisiniers, par exemple. Il n'est pas question de véritables contacts, sauf inavouables...

Le contact, c'est la guerre mondiale commençante qui va le provoquer. Un matin de juillet 1914, le pont est envahi par des Serbes qui ont fui leur pays après l'assassinat de l'archiduc à Sarajevo. Ces réfugiés sont eux aussi fanatiques de musique... folklorique. Et malgré la différence de style, de milieu, malgré une première réaction d'ostracisme, réfugiés et mélomanes communiquent toute une soirée dans l'amour de la musique et de la danse.

La rencontre de ces deux mondes est pleine de rebondissements. Sommé par une canonnière austro-hongroise de leur rendre les réfugiés, après avoir adopté des poses héroïques, le commandant et les passagers obtempèrent. Les réfugiés ne se laissent pas faire, attaquent la canonnière, qui coule, ainsi que le paquebot.

La morale de cette belle histoire est sans doute que notre monde à nous aussi est sur une mauvaise pente. Fellini fait cette constatation sans trop d'amertume, et avec humour.

Embarquez-vous dans cette traversée, n'hésitez pas !

V.V.



## Sélection cinéma Dans les salles parisiennes

### Films récents...

#### LE BAL. d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'histoire.

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup>. Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>. Hautefeuille 6<sup>e</sup>. Pagode 7<sup>e</sup>. Gaumont Champs-Élysées 8<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup>. Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>. Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup>. PLM Saint-Jacques 14<sup>e</sup>. Bienvenue 15<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup>.

#### LE GRAND CARNAVAL. d'Alexandre Arcady.

1942, les Américains débarquent en Algérie. Tableau d'une époque où les colons français sont tout puissants en Algérie et où les Algériens sont étrangers chez eux. Un film où l'on rit beaucoup, mais qui est aussi tragique.

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup>. Berlitz 2<sup>e</sup>. Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup>. Gambetta 20<sup>e</sup>.

#### ERENDIRA. de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après

un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Eréndira, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup> (vo). Quintette 5<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup>. Lumière 9<sup>e</sup>. Trois Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

#### AU NOM DE TOUS LES MIENS.

de Robert Enrico.

Inspiré par le récit de la vie de Martin Gray, Juif polonais qui survécut à la guerre, aux camps de la mort et à l'insurrection du ghetto de Varsovie, ce film saisissant gomme l'individualisme acharné du héros si choquant dans son livre au profit du témoignage sur la barbarie nazie.

Marbeuf 8<sup>e</sup>. Paramount Opéra 9<sup>e</sup>.

#### UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonade.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup>.

Berlitz 2<sup>e</sup>. Saint-Michel 5<sup>e</sup> (vo). Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Georges V 8<sup>e</sup> (vo). Lumière 9<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>.

#### LA TRAGÉDIE DE CARMEN.

de Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et corrigé par Peter Brook. En trois interprétations.

Saint-Ambroise 11<sup>e</sup>.

#### UN AMOUR EN ALLEMAGNE.

de Wajda.

Pendant la dernière guerre dans un petit village allemand, une femme aime un prisonnier polonais : un interdit qui coûte la vie dans l'Allemagne nazie.

Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo).

#### LA BALLADE DE NARAYAMA.

de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Quintette 5<sup>e</sup> (vo).

#### RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principa-

lement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup>. 14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup>.

#### GANDHI. de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'« apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.

Cluny Palace 5<sup>e</sup> (vo).

### ... et moins récents

#### LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo).

#### LA TRAVIATA. de Franco Zeffirelli.

L'opéra de Verdi adapté de *La dame aux camélias*.

Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup>.

#### LES BAS-FONDS. de Jean Renoir.

D'après la pièce de Gorki, avec Gabin et Juvet.

Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup>.

#### ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX.

de Sydney Pollack.

Après la grande crise de 1929 aux Etats-Unis, des jeunes gens s'épuisent à un marathon de la danse.

Grand Pavois 15<sup>e</sup> (vo).

#### MOLIERE d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.

Bonaparte 6<sup>e</sup>.

#### BARRY LYNDON. de Stanley Kubrick.

L'ascension sociale d'un jeune Irlandais dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle. Images et musique superbes.

Grand Pavois 15<sup>e</sup>.

#### DE MAO A MOZART.

de Murray Lerner.

Un reportage sur la tournée en Chine du violoniste Isaac Stern. Une occasion pour lui de nous faire partager son plaisir : la musique.

Calypso 17<sup>e</sup> (vo).

#### DIVA. de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra.

Rivoli Beaubourg 4<sup>e</sup>. Cinoches 6<sup>e</sup>.



# Les patrons veulent pouvoir licencier sans avoir à déboursier un sou de plus

Trois syndicats (FO, la CFTC et la CGC) ont signé avec les organismes patronaux un protocole d'accord concernant l'assurance-chômage (UNEDIC). Quant à la CFDT et à la CGT, elles se réservent avant de signer quoi que ce soit, de voir ce qu'il ressortira de la négociation qui doit se tenir maintenant avec le gouvernement. Mais ni la CGT, ni la CFDT n'opposent un refus catégorique à un accord sur la base de ce qui vient d'être discuté.

Pourtant ce qui résulte de la négociation passée donne satisfaction au patronat. La nouvelle assurance chômage ne couvrira plus que les chômeurs qui ont cotisé pendant au moins une durée minimale, variable selon l'âge.

Elle renvoie à la charge de l'Etat l'indemnisation des jeunes et des femmes à la recherche d'un premier emploi ainsi que les préretraités. Elle consacre la division des chômeurs en deux catégories, ceux qui dépendront du nouvel accord et ceux qui seront pris en compte par l'Etat au nom de la « solidarité nationale ». Elle supprime le système d'allocation spéciale pour licenciement économique qui garantissait à l'origine 90 % du salaire pendant un an, qui bien que révisée en baisse à l'époque de Barre, garantissait quand même une indemnisation supérieure aux indemnités ordinaires.

Elle réduit considérablement les durées d'indemnisation des chômeurs de 50 à 55 ans, diminue les taux d'indemnisation dans un grand nombre de cas et limite les indemnités versées aux intérimaires ou à ceux qui travaillent sur la base de contrats à durée déterminée qui ne peuvent justifier de plus de trois mois de cotisation. Quant aux cotisations, elles augmentent de 0,2 % pour les travailleurs mais pas pour les patrons.

Moyennant toutes ces mesures l'équilibre de l'assurance chômage pourrait être assuré sans que l'Etat ne la subventionne... du moins sur la base du chômage actuel. L'Etat qui éponge les 17 milliards du trou de l'UNEDIC, devra donc prendre à sa charge les exclus de la nouvelle assurance chômage et faire ses propositions aux syndicats.

Ainsi donc, au moment

où le chômage doit s'aggraver, où l'INSEE annonce pour l'année à venir 200 000 licenciements dans l'industrie, le système d'indemnisation de l'assurance-chômage, lui, est révisé en baisse.

Il y a 25 ans, quand le patronat et les syndicats avaient signé l'accord créant l'UNEDIC, on nous l'avait présenté comme un acquis formidable, puisque les chômeurs allaient être indemnisés. On ne nous avait pas dit, bien entendu, que cela ne pouvait fonctionner qu'à la condition qu'il n'y ait pas vraiment de chômage. Faire payer ceux qui travaillent pour ceux qui chôment moyennant une cotisation modeste, cela allait bien tant que le chômage restait un phénomène accidentel et non pas une caractéristique de tous les secteurs de la production, un mal qui atteint toute l'économie.

Les caisses de l'assurance chômage, au fur et à mesure que l'on a avancé dans la crise, sont devenues de moins en moins une garantie de protection pour les chômeurs. Surtout que l'Etat, tout en améliorant les conditions d'indemnisation, a, au fur et à mesure, ajouté à la charge des caisses de nouvelles fonctions qui n'étaient pas prévues lors de leur création, comme par exemple la participation aux retraites anticipées, les allocations aux jeunes n'ayant pas encore eu de premier emploi, ou encore la garantie de 90 % du salaire en cas de licenciement économique. Et les fonds qui au début n'avaient cessé de s'accroître pour constituer une masse importante d'argent ont, ces dernières années, fait place au déficit, et la participation de l'Etat, non prévue au départ, a commencé à croître. Les syndicats, en tant que gestionnaires des fonds de l'UNEDIC, se sont bien gardés de dénoncer en leur temps, l'addition de charges indues sur le budget de l'UNEDIC, voyant sans doute plutôt d'un bon œil grossir, au sein de cet organisme paritaire, les masses d'argent à la gestion desquelles ils participaient.

Devant le trou qui s'accroissait, le patronat a voulu marquer qu'il n'entendait pas payer un sou de plus, et c'est dans cette optique qu'il a proposé la base de ce qu'est la nou-



velle assurance-chômage, c'est-à-dire une séparation entre les chômeurs relevant des cotisations et ceux pris en compte par l'Etat au titre de la « solidarité nationale ».

Bien sûr, il serait normal que ce soit l'Etat qui paye pour toutes ces charges indues qu'il a ajoutées au fur et à mesure que le chômage s'accroissait pour amortir les conséquences sociales des licenciements. Et il serait bien normal qu'au lieu de distribuer des milliards au patronat et aux trusts il consacre une part plus grande de son budget à garantir les conditions d'existence à ceux qui sont victimes du fonctionnement de ce système. Mais ce n'est pas cela bien entendu que réclament les patrons. Ils veulent seulement pouvoir licencier encore plus sans avoir à déboursier plus, sans avoir à payer pour les

dégâts de leur direction économique sur la société.

Et précisément, dans la période actuelle, l'exigence de cet accord de la part du patronat constitue une véritable provocation à l'égard du gouvernement, au moment où celui-ci, notamment avec l'affaire Talbot, a bien du mal à faire croire qu'il est de gauche. Le patronat met le gouvernement en demeure de prendre à sa charge les frais de restructuration industrielle, tout en faisant supprimer cet amortisseur social que représentait l'indemnisation à 90 % en cas de licenciement économique au moment même où il s'en annonce par dizaines de milliers.

Le patronat renvoie aujourd'hui à l'Etat les charges qu'il n'a pas voulu assumer et qu'il a repassées à l'assurance chômage à un moment où la situation

n'était pas aussi dégradée. Il sait bien que le gouvernement ne pourra faire autrement que de le prendre en compte, mais il sait également qu'à l'époque où il y a de moins en moins d'effectifs salariés et où tous les budgets sociaux sont revus en baisse, qu'il le fera à un niveau probablement plus défavorable pour les travailleurs, et que c'est le gouvernement qui encaissera le mécontentement qui pourra en résulter.

Le patronat a décidé de s'en prendre aux conditions d'existence de la classe ouvrière en essayant de coincer le gouvernement. Et si les syndicats ne bronchent pas, ne protestent pas, ne relèvent même pas le fait, c'est vraiment parce qu'il y a quelque chose de pourri dans leurs sphères dirigeantes.

Louis GUILBERT

## Chômage technique payé par l'Etat

### L'exemple italien

Le Figaro du 12 janvier, au bas de toute une page sur les « difficultés de l'industrie française », consacre un article à « l'exemple italien » en matière de réduction d'effectifs. Plus précisément à la « cassa integrazione », système d'aide de l'Etat aux industriels qui permet aux entreprises, non de licencier véritablement, mais de mettre en sommeil, le temps nécessaire, les effectifs en surnombre.

Et Le Figaro de vanter les mérites du système italien qui repose sur deux vitesses d'indemnisation : l'« ordinaire » financée à raison de 1 % de la masse salariale par l'entreprise, l'Etat complétant, et qui garantit pour une durée ne pouvant excéder 6 mois 80 % de leur salaire aux travailleurs en chômage technique et la « spéciale » dont

le coût est financé pour la plus grande partie par l'Etat et qui assure aux chômeurs 93 % de leur dernier salaire, avec un plafond limité à 3.700 francs.

Ce sont 3.000 milliards de lires que l'Etat italien a déboursés en 1983 au titre de l'assurance-chômage ; car, de prolongation en dérogation, la « cassa integrazione » qui est limitée à 3 ans, peut se prolonger 5 voire 10 ans, pour le plus grand bien du chef d'entreprise concerné.

L'entreprise Fiat s'est d'ailleurs on ne peut mieux trouvée de ce système. En 1980, la firme a mis 20 000 de ses 150 000 employés en chômage technique pour trois ans, ce qui lui a permis d'épargner plus de 3 milliards de francs de salaires. Et à l'automne 1983, alors qu'elle devait réintégrer ses employés, elle n'en a repris

que 5 000, maintenant les autres en chômage technique. Un bon coup de pouce de l'Etat, pour les dépenses salariales, qui, associé à un plan de restructuration, a permis à Fiat, en 1983, d'avouer de nouveau des bénéfices.

C'est, à coup sûr, un système que le patronat français verrait bien passer les Alpes. C'est d'ailleurs un des projets du CNPF qui réclame au gouvernement français un « régime de solidarité, géré et financé par l'Etat », histoire de transférer à la charge des contribuables une partie des charges supportées par l'UNEDIC.

Encore un peu, et les patrons vont demander aux travailleurs de se financer eux-mêmes leurs salaires ! Il suffirait alors de se payer sur le capital...

A.M.